

► **VUE**
D'ENSEMBLE
DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ENTRE LE
CANADA
ET
L'INDONÉSIE



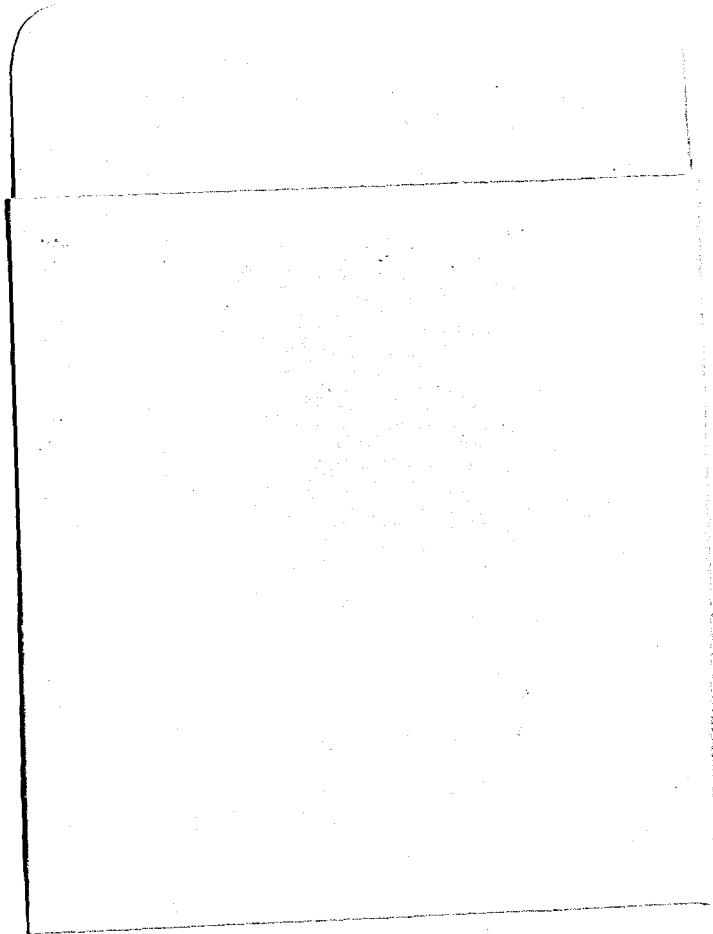
Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20013444 6



✓

**VUE
D'ENSEMBLE**
DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ENTRE LE
CANADA
ET
L'INDONÉSIE

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Secteur de l'Asie et du Pacifique

Édition de 1992



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

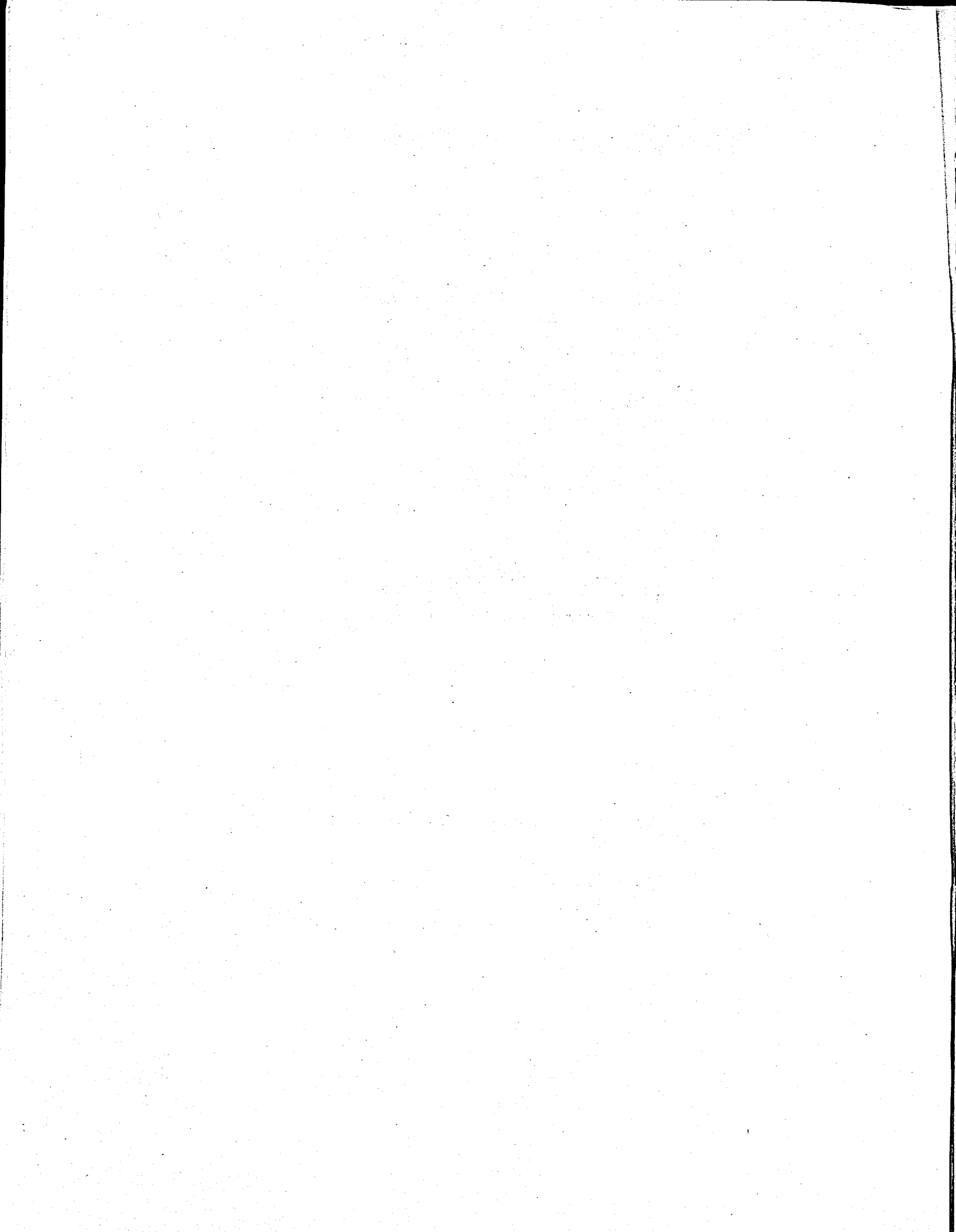


Table des matières

Préface : Aperçu général de l'ANASE	5
1. Introduction	13
2. Évolution économique récente de l'Indonésie	15
3. Relations commerciales Canada-Indonésie	17
3.1 Commerce global l'Indonésie.....	17
3.2 Commerce Canada-Indonésie	18
3.3 Efforts de commercialisation des exportations	21
4. Aide au développement	23
4.1 Programme bilatéral	23
4.2 Direction de la coopération industrielle ..	24
4.3 Programmes spéciaux et contributions multilatérales.....	25
4.4 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	25
5. Cadre de la coopération.....	26
5.1 Accords et ententes entre le Canada et l'Indonésie.....	26
5.2 Autres domaines de coopération.....	26
5.3 Activités de coopération des provinces ...	27
6. Conclusion.....	28
Annexe A	
Entreprises commerciales Canada-Indonesia	29
Annexe B	
Adresses utiles	30

Liste des tableaux

Tableaux

I.	Croissance économique.....	5
II.	Le commerce Canada-ANASE.....	8
III.	Prévisions.....	12
IV.	Coup d'oeil sur les économies de l'ANASE...	15
V.	Commerce Indonésie-Canada.....	18
VI.	Principales importations canadiennes de l'Indonésie.....	19
VII.	Principales exportations canadiennes vers l'Indonésie.....	20
VIII.	Profil des décaissements : Programme canadien d'aide au développement.....	24

Graphiques

A.	Exportations mondiales de l'ANASE, 1980....	6
B.	Exportations mondiales de l'ANASE, 1990....	6
C.	Importations mondiales de l'ANASE, 1980 ...	7
D.	Importations mondiales de l'ANASE, 1990 ...	7
E.	Exportations mondiales du Canada, 1980.....	10
F.	Exportations mondiales du Canada, 1990.....	10
G.	Importations mondiales du Canada, 1980	10
H.	Importations mondiales du Canada, 1990	10
I.	Exportations canadiennes de marchandises.....	11
J.	Marchés d'exportation du Canada.....	11
K.	Importations canadiennes de marchandises.....	11
L.	Indices de développement humain.....	11
M.	Exportations mondiales de l'Indonésie, 1980.....	17
N.	Exportations mondiales de l'Indonésie, 1990.....	17
O.	Importations mondiales de l'Indonésie, 1980.....	17
P.	Importations mondiales de l'Indonésie, 1990.....	17

Préface : Aperçu général de l'ANASE

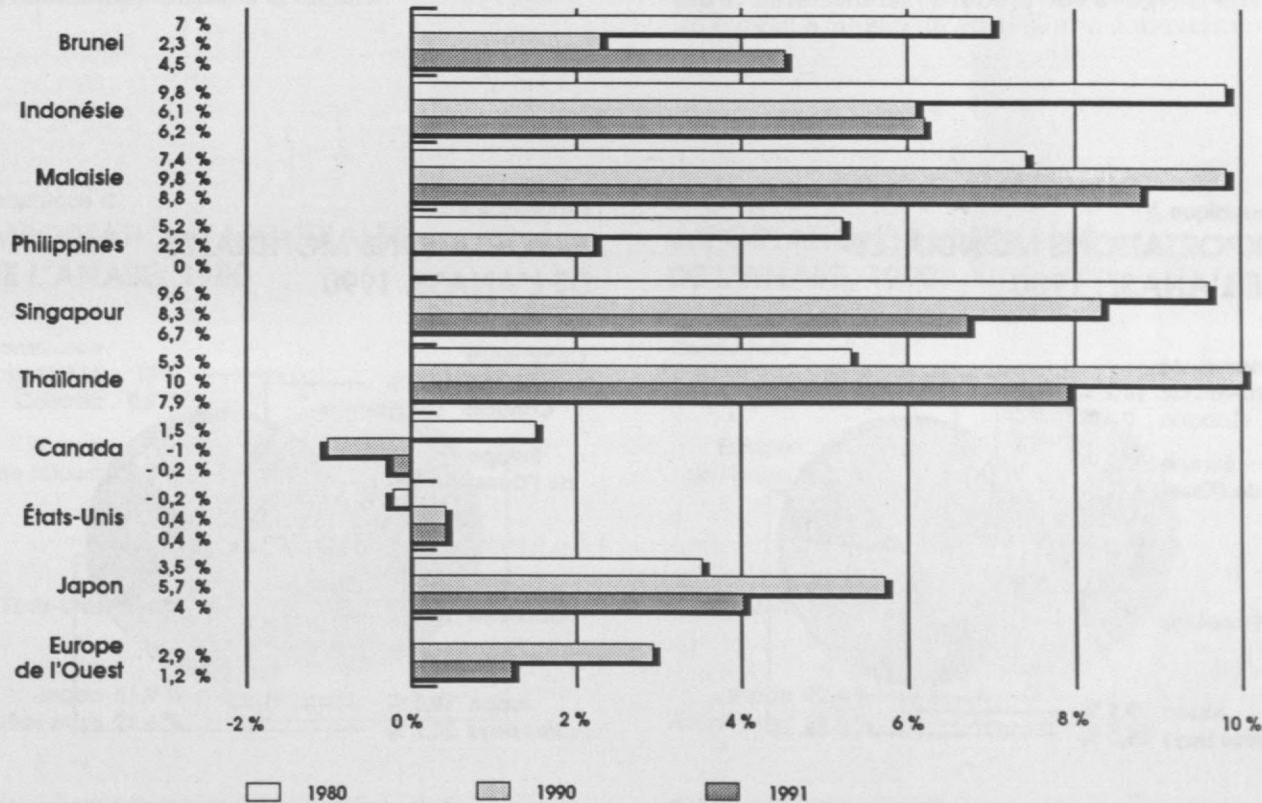
La région de l'Asie-Pacifique est le plus important partenaire commercial du Canada après les États-Unis, et son marché connaît la plus rapide croissance pour les exportations canadiennes. En Asie-Pacifique, la région de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) gagne en importance commerciale.

ANASE

Fondée en 1967, l'ANASE regroupe six états membres : le Brunei Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Les pays de l'ANASE ont noué des liens économiques, politiques et culturels entre eux et avec la communauté internationale. Leurs économies

TABLEAU I

CROISSANCE ÉCONOMIQUE (% PIB)



Sources : Statistiques Internationales du FMI
Far Eastern Economic Review
Asia Week Magazine
The Economist

de marché sont ouvertes, dynamiques et de plus en plus florissantes. Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance économique des pays de l'ANASE a été parmi les plus élevés au monde.

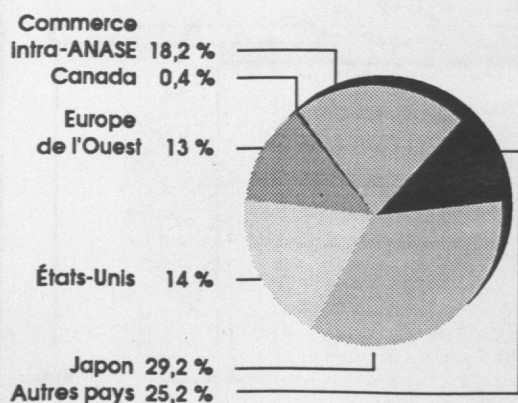
Riche en ressources naturelles, la région de l'ANASE est parmi l'un des principaux producteurs au monde de caoutchouc, d'huile de palme, d'étain, de coprah, de cuivre, de sucre, de café, de bois d'oeuvre, de fruits tropicaux, de gaz naturel liquéfié et de minéraux. Elle est récemment devenue l'un des chefs de file dans l'exportation de certains produits manufacturés comme les vêtements et les textiles, l'électronique et les biens de consommation.

En 1992, les chefs de gouvernement de l'ANASE ont convenu de créer une zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA), dont la mise en place commencerait en 1993 et se ferait progressivement, sur 15 ans. Cette décision a été prise en réaction au régionalisme économique naissant, et notamment au marché européen unique et à l'Accord de libre-échange nord-américain envisagé. On prévoit initialement la réduction des barrières tarifaires dans 15 secteurs de produits manufacturés, ce qui

comprend les biens d'équipement et les produits agricoles transformés. Si elle donnait les résultats escomptés, la ZLEA créerait un marché combiné de 325 millions de consommateurs représentant un PNB combiné de plus de 300 milliards de dollars américains, ferait tomber certains des obstacles actuels au commerce intra-ANASE et aiderait l'ANASE à resserrer la coopération économique.

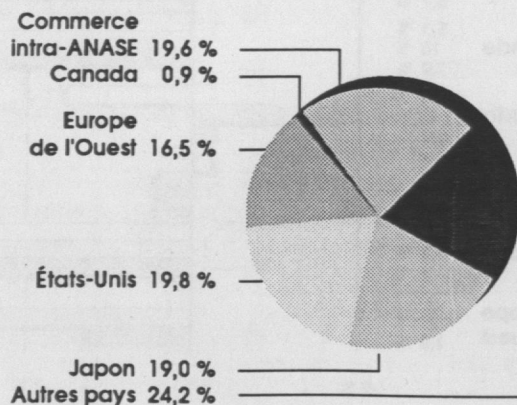
L'augmentation de la part du PNB mondial, des échanges internationaux et des investissements étrangers directs de l'ANASE s'accompagne d'une évolution des tendances commerciales intra-régionales et interrégionales. Si les pays de l'ANASE ont profité de l'accroissement des investissements japonais ces dix dernières années, le pourcentage des exportations des pays de l'ANASE vers le Japon a en revanche diminué. En 1980, le Japon achetait plus de 30 % des exportations de l'ANASE; en 1990, par contraste, ce pourcentage n'était plus que de 20 %. En 1990, la région importait principalement du Japon, des États-Unis, de Taïwan, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Graphique A
EXPORTATIONS MONDIALES
DE L'ANASE, 1980



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1980 = 71,123 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Graphique B
EXPORTATIONS MONDIALES
DE L'ANASE, 1990



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1990 = 141,018 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Relations Canada-ANASE

Les relations entre le Canada et l'ANASE sont solides et complexes.

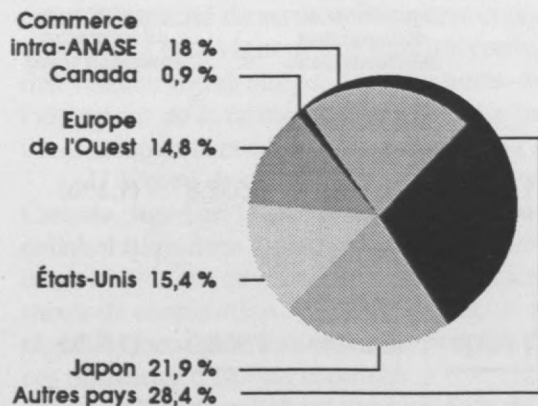
Sensible aux efforts fructueux de l'ANASE en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de l'Asie du Sud-Est ainsi qu'à la cohésion de l'organisme qui a réussi à renforcer les liens bilatéraux entre les états membres, le Canada a cherché à nouer des relations avec l'Association vers le milieu des années 1970. En 1977, il a été reconnu comme partenaire au «dialogue» au même titre que l'Australie, la Communauté européenne, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. (Un partenaire au dialogue est jumelé par roulement à un pays membre de l'ANASE en tant que point de contact officiel.) Entre autres avantages, ce statut donne au Canada la possibilité de participer pleinement à la Conférence annuelle postministérielle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, pour discuter de l'évolution des relations bilatérales avec son partenaire au dialogue et pour formuler le point de vue du Canada sur les questions politiques et économiques touchant la région.

En 1989, le Canada a établi le Centre Canada-ANASE à Singapour, en partie pour faciliter les activités de coopération au développement dans toute la région de l'ANASE, mais également pour donner au Canada, de façon générale, une plus grande visibilité dans la région. La nouvelle publication trimestrielle du Centre, *RAPPORT*, fait une large place aux relations que le Canada entretient avec les pays de la région de l'ANASE. Le Centre favorise la compréhension, de part et d'autre, des institutions, des cultures et des peuples grâce à des programmes de relations publiques, de coopération institutionnelle, de relations universitaires et de coopération commerciale. Les programmes canadiens de coopération au développement avec les pays de l'ANASE ont évolué, passant d'une politique axée essentiellement sur la mise en valeur des richesses naturelles et les transferts de technologies à une politique de coopération industrielle plus vaste et de perfectionnement des ressources humaines.

La Fondation Asie-Pacifique du Canada, dont le mandat embrasse toute la région, a ouvert un bureau à Singapour en 1990 afin d'assurer un

Graphique C

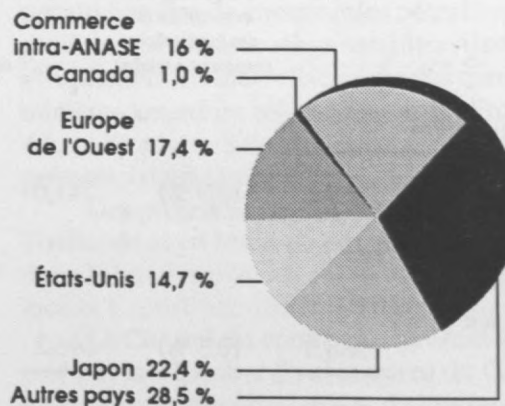
IMPORTATIONS MONDIALES DE L'ANASE, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1980 = 63,752 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Graphique D

IMPORTATIONS MONDIALES DE L'ANASE, 1990



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1990 = 160,592 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

meilleur service aux Canadiens dans les pays du Sud-Est asiatique et de consolider la présence canadienne dans la région de l'ANASE. La Fondation travaille à la réalisation de ces objectifs grâce à la mise en place de divers programmes culturels, éducatifs et commerciaux et de programmes d'action auprès des médias. Parmi les récentes activités de la Fondation dans la région de l'ANASE, mentionnons a) le parrainage d'un Programme annuel de bourses de séjour dans la région Asie-Pacifique, qui donne l'occasion à des journalistes canadiens de passer deux mois dans un pays asiatique pour étudier sa culture, ses institutions, ses politiques et son évolution et, en 1991, le parrainage de cinq journalistes de l'ANASE dans le cadre d'un voyage de six semaines au Canada; b) le parrainage ou le coparrainage de ressortissants des pays de l'ANASE pour leur participation à des conférences internationales au Canada telles que GLOBE '92 - conférence internationale sur l'activité commerciale et l'environnement tenue à Vancouver, et la Conférence «Ouverture sur le Pacifique» (la septième du genre) organisée à Calgary en 1991 ; c) le lancement de nombreuses initiatives dans les établissements d'enseignement secondaire et postsecondaire (plus de 50 en 1990) du Canada.

Relations économiques et commerciales Canada-ANASE

Les relations économiques et commerciales du Canada avec l'ANASE sont solides. La croissance dynamique et la diversification des économies des pays membres de l'ANASE présentent d'excellents débouchés pour les Canadiens.

Le volume des échanges bilatéraux entre le Canada et la région de l'ANASE a atteint le chiffre record de 3,5 milliards de dollars canadiens en 1991. La valeur monétaire totale des échanges a plus que doublé au cours des cinq dernières années et a triplé dans la dernière décennie. Les exportations canadiennes destinées aux marchés de l'ANASE, qui se sont chiffrées à environ 1,5 milliard de dollars canadiens en 1991, ont diminué de plus de 100 millions de dollars par rapport à 1990, année où une importante vente a fait augmenter le niveau des exportations. Dans le même temps, les importations canadiennes en provenance de l'ANASE avaient augmenté de plus de 215 millions de dollars canadiens, créant ainsi pour le Canada un déficit de 425 millions de dollars en ce qui concerne ses échanges commerciaux avec l'ANASE.

Tableau II

Le commerce Canada-ANASE (en millions \$ CAN)

	1980	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1985	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1990	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1991	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)
Exportations du Canada vers l'ANASE	730,8	(0,9 %)	741,0	(0,6 %)	1 633,6	(1,1 %)	1 532,8	(1,1 %)
Importations canadiennes en provenance de l'ANASE	388,0	(0,5 %)	696,2	(0,6 %)	1 741,9	(1,2 %)	1 958,2	(1,5 %)
Commerce bilatéral total	1 118,8		1 437,2		3 375,5		3 491	
Solde des échanges	342,8		44,8		-108,3		-425,4	

NOTA : Le «solde des échanges» s'entend par l'excédent commercial du Canada (si le solde est positif) ou de son déficit commercial (si le solde est négatif) avec l'ANASE.
Source : Statistique Canada

Au sein de l'ANASE, Singapour représente le plus important marché d'exportation du Canada, suivi de près par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie. Ces quatre marchés représentent 85% des exportations Canadiennes vers la région. Les Philippines reçoivent environ 13 % des exportations du Canada dans la région de l'ANASE, et le Brunei arrive au dernier rang avec seulement 0,2 % des ventes canadiennes dans la région.

Plus de la moitié des expéditions canadiennes vers les marchés de l'ANASE étaient constituées de céréales, de produits du plastique, d'engrais, de produits miniers, de pâte, de papier journal et de papier. La diversification se fait à mesure que les fournisseurs canadiens de télécommunications, de transport, de produits et de services dans les domaines de l'aérospatiale et de l'énergie effectuent des percées. (La section 3 de chaque rapport met la lumière sur les secteurs prioritaires.)

Environ 1,5 % des importations canadiennes proviennent de la région de l'ANASE. En 1991, le montant des importations était de l'ordre de 1,9 milliard de dollars canadiens. Parmi les principales importations, on comptait les machines électriques, les chaudières et les appareils mécaniques, les vêtements, la viande et le poisson préparés ainsi que le caoutchouc.

En dépit de la progression de leurs échanges, le Canada et l'ANASE ne représentent l'un pour l'autre qu'environ 1 % de leurs marchés d'exportation respectifs. Le potentiel de croissance des relations commerciales Canada-ANASE est formidable. Il existe une grande complémentarité entre la capacité de services d'experts-conseils du Canada et la vigueur des secteurs comme celui des Télécommunications, des transports, de l'énergie et de la fabrication ainsi que les besoins en investissements et en développement de l'ANASE.

L'Accord de coopération économique ANASE-Canada, signé en 1981, fournit le cadre d'une étroite collaboration dans les domaines de l'industrie, du commerce et du développement. Le Comité mixte de coopération ANASE-Canada, se réunit régulièrement pour examiner les progrès dans ces domaines d'intérêt commun.

Le Canada collabore avec les pays de l'ANASE dans le cadre des négociations commerciales multilatérales (NCM) de l'Uruguay Round en vue de trouver des moyens d'améliorer le système des

échanges mondiaux. Le Canada et quatre membres de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) sont également membres du Groupe de Cairns qui a conduit à l'élaboration de propositions constructives en vue de libéraliser les échanges agricoles.

Dans le cadre d'une coopération économique plus vaste, le Canada et les pays de l'ANASE font partie du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP). Depuis 1989, les 15 membres de la CEAP, en l'occurrence des pays d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada, se réunissent annuellement pour discuter de questions économiques internationales et régionales. Les rencontres ministérielles dans le contexte de la CEAP sont également l'occasion informelle pour les ministres des Affaires étrangères et du Commerce de la région de délibérer sur des dossiers politiques.

La présence canadienne dans les pays de l'ANASE, sous la forme de coentreprises ou sous d'autres formes, se fait de plus en plus sentir. Le montant total des investissements canadiens dans ces pays se situe entre canadiens 2 et 3 milliards de dollars, ce qui représente environ 3 % de l'ensemble des investissements canadiens directs outre-mer. Ces investissements se font en grande partie dans le domaine de la mise en valeur des ressources. À la lumière de la croissance et de la libéralisation des économies de la région, les investisseurs canadiens s'intéressent de plus en plus aux pays de l'ANASE. Parmi les exemples intéressants, notons que INCO (International Nickel Company of Canada) et un certain nombre de compagnies pétrolières et gazières qui ont leur siège social en Alberta s'implantent en Indonésie et que les compagnies minières jouent un rôle actif dans les Philippines. Alcan, Northern Telecom et Bata sont également présentes dans la région.

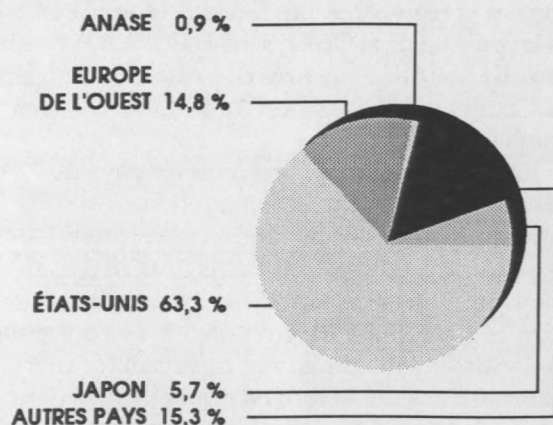
Des projets de collaboration d'entreprises en Thaïlande et en Malaisie ont été lancés par l'ACDI dans le but d'inciter les entrepreneurs canadiens et locaux à constituer des coentreprises dans ces pays.

Le Conseil du commerce ANASE-Canada a été créé par la Chambre de commerce du Canada et par les chambres de commerce et de l'industrie de l'ANASE afin de renforcer les liens commerciaux entre le Canada et les pays de l'ANASE.

Le Canada et l'ANASE ont su nouer et entretenir des relations chaleureuses et amicales. Le maintien du dialogue s'est révélé mutuellement avantageux puisqu'il a favorisé une meilleure compréhension et permis de mettre en évidence de nouveaux secteurs où les deux partenaires peuvent collaborer dans la région.

À l'heure où l'économie canadienne se remet de la récession du début des années 90 et où les économies de l'ANASE continuent à prendre de l'expansion et à se développer, le Canada et l'ANASE peuvent envisager les dix prochaines années sous le signe d'un regain de vitalité économique et d'occasions nombreuses.

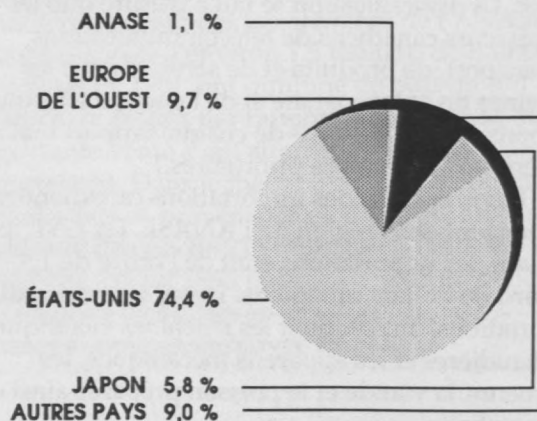
Graphique E
EXPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1980



(NOTA : EXPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1980 = 67,730 MILLIONS \$ US/79,190 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

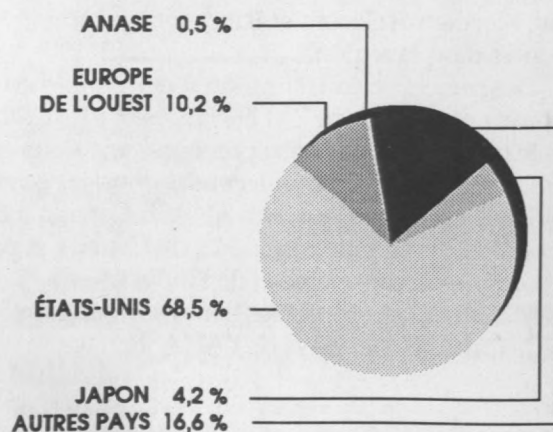
Graphique F
EXPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1990



(NOTA : EXPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1990 = 131,278 MILLIONS \$ US/141,720 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

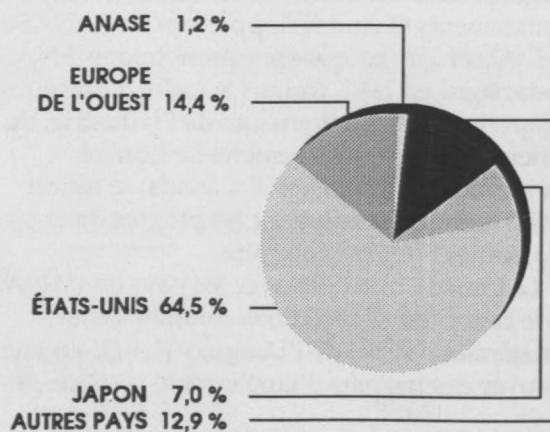
Graphique G
IMPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1980 = 62,834 MILLIONS \$ US/73,466 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

Graphique H
IMPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1990

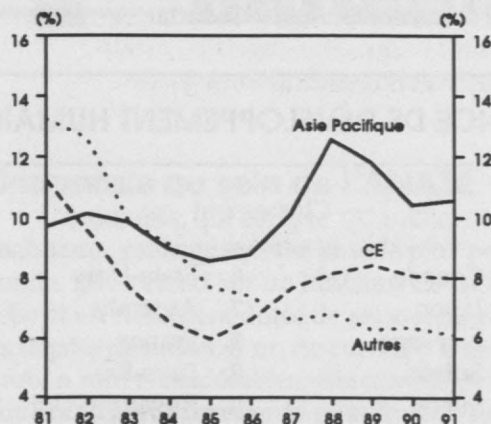


(NOTA : IMPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1990 = 122,673 MILLIONS \$ US/136,245 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

Graphique I Exportations canadiennes de marchandises

(Taux de croissance annuelle moyenne, 1981-1991)

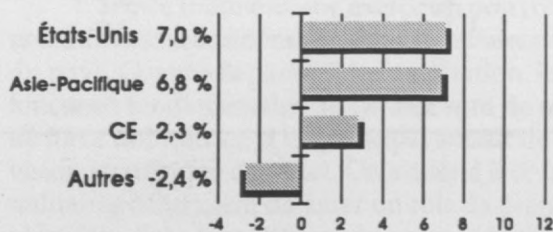


SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

Après les États-Unis, la région Asie-Pacifique est le marché qui connaît la croissance la plus rapide pour le Canada. Les exportations canadiennes destinées à la région ont augmenté au taux annuel moyen de 6,8 % entre 1981 et 1991, taux proche des 7 % enregistrés pour les exportations vers les États-Unis. Les exportations canadiennes vers des pays de la région Asie-Pacifique autres que le Japon ont augmenté, en moyenne, de 9,1 % par an, soit presque deux fois plus vite que les exportations destinées uniquement au Japon. Les exportations vers l'Europe ont augmenté nettement plus lentement, et les exportations canadiennes dans le reste du monde ont diminué.

Graphique K Importations canadiennes de marchandises

(Taux de croissance annuelle moyenne, 1981-1991)

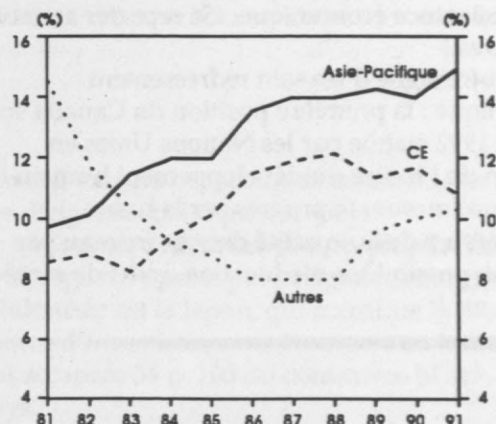


SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

Au cours des dix dernières années, le Canada est lui aussi devenu un marché de plus en plus important pour la région Asie-Pacifique. Les importations canadiennes provenant de la région ont augmenté au taux annuel moyen de 10,3 % entre 1981 et 1991, soit plus rapidement que pour tout autre pays ou région étant une source importante d'importation. Le taux de croissance des importations de pays de la région Asie-Pacifique autres que le Japon a été légèrement supérieur à celui enregistré pour le Japon lui-même.

Graphique J Marchés d'exportation du Canada

(Pourcentage des exportations totales)

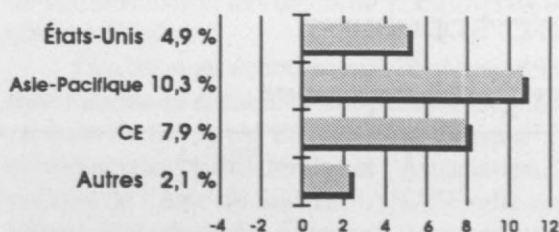


SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

La région Asie-Pacifique est le deuxième marché d'exportation du Canada après les États-Unis; elle représentait 10,6 % des exportations canadiennes en 1991. L'Europe, autrefois au deuxième rang, se retrouve au troisième, et le reste du monde ne représente que 6 % des exportations canadiennes, soit moins de la moitié qu'il y a 10 ans.

Graphique L Sources des importations canadiennes

(Pourcentage des importations totales)



SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

La région Asie-Pacifique est maintenant la deuxième source d'importations canadiennes après les États-Unis; elle représentait 15 % des importations canadiennes en 1981, contre seulement 9,6 % en 1991. L'Europe a elle aussi augmenté sa part du marché canadien au cours des dix dernières années, alors que les États-Unis et le reste du monde ont vu la leur diminuer.

Les prévisions pour 1992 et 1993 font état d'un développement économique soutenu pour l'ANASE, quoiqu'à un taux inférieur à celui de 1990, et mettent le Canada en tête des pays du G-7 du point de vue de la croissance économique. (Se reporter au tableau ci-dessous.)

Autre signe d'un sain redressement économique : la première position du Canada sur la liste de 1992 établie par les Nations Unies en fonction de l'indice du développement humain (IDH), qui mesure le progrès sur la base d'indicateurs de la «qualité de vie» (revenu par habitant, possibilités d'éducation, soins de santé de qualité, etc.).

La tendance à l'intensification de la coopération économique aura pour effet d'accroître la confiance dans la région de l'ANASE et d'attirer des courants d'investissement au profit de tous les pays de l'Association et du Canada.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Classement

- | | |
|------------|-----------------|
| 1. Canada | 6. États-Unis |
| 2. Japon | 7. Australie |
| 3. Norvège | 8. France |
| 4. Suisse | 9. Pays-Bas |
| 5. Suède | 10. Royaume-Uni |

Source : Nations Unies

TABLEAU III

PRÉVISIONS (% Changement annuel)

	1992	1993
BRUNEI	2,8	2,5
INDONÉSIE	6,5	6,2
MALAISIE	7,6	7,5
PHILIPPINES	3,5	3,0
SINGAPOUR	6,8	6,5
THAÏLANDE	7,5	7,3
CANADA	2,3	4,9
ÉTATS-UNIS	1,5	3,9
JAPON	2,2	3,9
EUROPE DE L'OUEST	1,6	2,8

Source : Fonds monétaire international



Introduction

L'Indonésie au sein de l'ANASE

L'Indonésie, qui compte 183 millions d'habitants, est le quatrième pays le plus peuplé au monde. Elle s'étend sur un huitième de la surface du globe et est richement dotée de ressources naturelles. Ses dépôts de nickel, d'or, de cuivre, d'étain et de charbon sont considérables; elle compte parmi les plus grands producteurs de pétrole et de gaz naturel liquéfié; sa forêt tropicale humide est l'une des plus grandes du monde. L'aptitude de l'Indonésie à restructurer son économie, tout en abaissant en chiffres absolus le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, a contribué à conférer à ce pays une place de choix au sein de l'ANASE et en à faire l'une des économies les plus dynamiques de l'Asie.

Depuis la mise en place du Nouvel ordre gouvernemental par le président Suharto, en 1965, l'Indonésie s'est appuyée sur un régime de gouvernement très centralisé. Cette orientation visait, après les profondes divisions internes de l'époque de Sukarno, à assurer la stabilité au sein de l'État. Cet autoritarisme, qui a favorisé la croissance économique et la stabilité politique, a toutefois entraîné des atteintes aux droits de la personne et a fait l'objet de critiques à l'échelle mondiale.

L'armée indonésienne exerce un pouvoir et une influence considérables dans les affaires civiles du pays. Comme le garantit la constitution, les deux fonctions fondamentales de l'armée sont de servir de force unificatrice et de principal auteur de la vision stratégique de l'État. On s'attend à ce que les militaires continuent de jouer un rôle de premier plan dans l'avenir politique du pays. L'évolution du régime politique indonésien, passant d'un régime planifié et centralisé à un régime devant rendre compte davantage de son action à la population en

général, exigera beaucoup de sensibilité de la part des dirigeants politiques du pays.

Comme c'est le cas pour la plupart des pays de la région, le principal partenaire commercial de l'Indonésie est le Japon, qui constitue la plus grande source d'investissements étrangers en Indonésie et qui accapare 34 p. 100 du commerce bilatéral du pays.

Le Canada et l'Indonésie

Les relations du Canada avec l'Indonésie remontent à 1949 et se caractérisent traditionnellement par l'aide au développement, l'investissement dans le secteur des ressources ainsi que des échanges d'ampleur modeste. Bien qu'aucun des deux pays ne soit un intervenant dominant sur le marché de l'autre, le commerce n'en demeure pas moins une base solide pour les relations bilatérales. En raison de l'ampleur de son marché intérieur et de son économie ouverte, l'Indonésie pourrait constituer des débouchés extérieurs importants pour les biens et services du secteur privé du Canada.

Le Canada tient énormément au respect des droits de la personne en Indonésie et continue à traiter la question avec les autorités indonésiennes sur le plan bilatéral, de même que par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève.

Des tribunes économiques et commerciales internationales comme la Coopération économique en Asie-Pacifique (APEC), les Négociations commerciales multilatérales et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) elle-même, offrent également des occasions de coopération efficace. Le Canada a acquis le statut de partenaire au dialogue de l'Indonésie en 1992.

Aperçu

La présente étude examine la nature et la portée des relations commerciales et économiques entre le Canada et l'Indonésie au cours de la dernière décennie. Bien que l'étude s'inscrive dans le cadre des relations économiques du Canada avec la région de l'ANASE, elle met l'accent sur les relations, les accords et les initiatives de caractère bilatéral entre le Canada et l'Indonésie, plutôt que sur les instances internationales et multilatérales où le Canada et l'Indonésie sont tous deux des participants actifs.

La section 2 décrit le contexte macro-économique actuel de l'Indonésie, en mettant en évidence les réussites et les défis découlant des efforts de modernisation et de libéralisation de l'économie déployés par ce pays.

La section 3 est un survol des relations commerciales entre le Canada et l'Indonésie, en regard de la position commerciale globale de l'Indonésie, et explique l'évolution du commerce

entre les deux pays tant au plan du volume que de la composition. Dans cette section, on souligne également les efforts de commercialisation du Canada en Indonésie en mentionnant certains des programmes destinés à favoriser les nouvelles initiatives d'exportation.

La section 4 décrit les programmes de coopération au développement en Indonésie, y compris ceux du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et du Programme de coopération industrielle.

La section 5 précise les accords et les ententes sur lesquels est fondé le resserrement des liens économiques et commerciaux entre le Canada et l'Indonésie. Elle décrit en outre plusieurs initiatives en cours dans les secteurs de coopération mis en évidence par le programme de développement touchant l'Indonésie, de même que les initiatives des provinces.

2

Évolution économique récente de l'Indonésie

Grâce à la stabilité de la situation politique et à un programme étendu de réforme économique structurelle, l'Indonésie a connu une solide croissance économique ces dernières années. Depuis le début des années 1980, la croissance réelle du PIB s'est établie en moyenne à 5,5 p. 100 par an, atteignant 6,2 p. 100 en 1991. La valeur des exportations a augmenté considérablement, passant de 21,9 milliards de dollars US à 25,7 milliards en 1990, et à 28,9 milliards en 1991. (Le tableau I de la préface, qui montre la croissance économique, présente la situation économique de l'Indonésie ces trois dernières années par comparaison avec d'autres pays de la région.)

Menacée par des bouleversements extérieurs imputables à la récession mondiale et à la baisse des cours du pétrole survenus dans les années 1980,

l'économie de l'Indonésie a pu se maintenir grâce aux politiques de réforme efficaces du gouvernement. Signalons à cet égard la réforme fiscale (1984-1986), la libéralisation des lois sur les banques (1983-1988), la refonte des procédures douanières et d'exportation (1985-1990) ainsi que les stimulants destinés à favoriser l'investissement étranger et les exportations de produits non pétroliers ou gaziers (1990-1991). Le gouvernement a également mis l'accent sur la déréglementation, la privatisation des sociétés publiques et une saine gestion macro-économique. Ces réformes, reconnues par la Banque mondiale et le FMI comme un modèle fructueux de stratégie de développement, ont mené à la diversification de l'économie qui, jusque-là dépendante à l'excès des exportations pétrolières, a revêtu un caractère plus dynamique et équilibré.

TABLEAU IV

COUP D'OEIL SUR LES ÉCONOMIES DE L'ANASE
(EN \$ US) 1991

	Population (en millions)	Croissance démographique	Croissance du PIB	PNB par habitant	Exportations (en milliards \$)	Dette étrangère (en milliards \$)	Inflation IPC	Opérations courantes (en milliards \$)
BRUNEI	0,3	2,8 %	4,5 %	18 000 \$	2,2 \$	0 \$	2,3 %	500 \$
INDONÉSIE	183,0	1,8 %	6,2 %	605 \$	28,9 \$	67,9 \$	9,2 %	-2 400 \$
MALAISIE	18,2	2,3 %	8,8 %	2 465 \$	34,7 \$	19,5 \$	4,4 %	-1 672 \$
PHILIPPINES	63,6	2,3 %	0 %	725 \$	8,9 \$	30,4 \$	18,7 %	-2 700 \$
SINGAPOUR	2,7	1,1 %	6,7 %	12 285 \$	62,5 \$	0 \$	3,4 %	2 350 \$
THAÏLANDE	57,3	1,4 %	7,9 %	1 605 \$	28,4 \$	25,9 \$	6,0 %	-7 953 \$
ANASE	325,1				165,6 \$			
CANADA	26,9	0,8 %	-0,2 %	21 750 \$	127,8 \$	149,0 \$	4,4 %	-18 718 \$

NOTA :
 PIB = valeur de tous les produits et services produits dans un pays au cours d'une année
 PNB par habitant = PIB ± l'excédent ou le déficit commercial
 Opérations courantes = excédent ou déficit commercial
 IPC = Indice des prix à la consommation

Source : Asia Week Magazine, IMF Direction of Trade, IMF International Financial Statistics Monthly, World Bank

L'agriculture continue de jouer un rôle non négligeable dans l'économie de l'Indonésie, formant près du quart du produit intérieur brut en 1989. Bien qu'elle soit essentiellement autonome dans le secteur des produits alimentaires, l'Indonésie demeure un marché important pour les exportations canadiennes de blé.

Le secteur manufacturier est peut-être le plus dynamique de l'Indonésie, avec des taux de croissance de plus de 10 p. 100 et une part du PIB qui revient à près de 18 p. 100 du PIB en 1989. Le pays jouit de l'avantage comparatif d'être un producteur à coûts très peu élevés tout en bénéficiant d'un vaste marché intérieur et d'importants investissements en provenance des pays asiatiques.

La croissance éventuelle de l'économie indonésienne dépendra dans une large mesure du succès du Plan de développement quinquennal (Repelita V), portant sur les exercices de 1989-1990 à 1993-1994. Ce plan prévoit une croissance économique soutenue compte tenu d'une répartition

plus équitable du revenu et d'une plus grande stabilité nationale. Les priorités du Plan sont : la création de nombreuses possibilités d'emplois, le perfectionnement des ressources humaines, la satisfaction des besoins fondamentaux et la prestation de services sociaux. Plus de la moitié du budget total a été réservée aux secteurs des communications, de l'éducation et de l'agriculture. En 1990, le budget national a atteint 25 milliards de dollars US, dont environ 20 p. 100 proviennent de l'aide multilatérale et bilatérale.

L'Indonésie a géré sa dette extérieure avec prudence et succès. Avec un ratio de service de la dette d'environ 30 p. 100, le gouvernement doit continuer à gérer la balance des paiements avec circonspection pendant toutes les années 1990. Le taux de la croissance économique devrait se ralentir au début des années 1990, au moment où le gouvernement resserrera la masse monétaire pour tempérer la surchauffe de l'économie et abaisser le taux d'inflation, qui approche les 10 p. 100.

3

Relations commerciales Canada-Indonésie

3.1 Commerce global de l'Indonésie

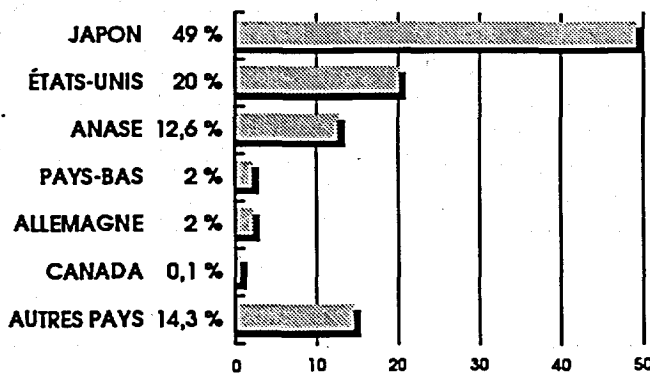
Le commerce international des marchandises de l'Indonésie s'est chiffré à 47,6 milliards de dollars US en 1990, ce qui correspond à une augmentation de 45 p. 100 par rapport aux chiffres d'il y a dix ans. Les importations et les exportations ont progressé à un rythme relativement égal, l'excédent commercial atteignant quelque 3,8 milliards de dollars US en 1990.

Les deux tiers des exportations de l'Indonésie en 1990 étaient destinés au Japon, aux États-Unis et à Singapour. Ces trois pays accaparaient également plus de 40 p. 100 des importations de l'Indonésie. Étant donné la croissance des marchés d'exportation de l'Asie, les perspectives d'accroissement du commerce et de l'investissement dans la région sont excellentes pour l'Indonésie.

Les exportations de l'Indonésie à l'échelle mondiale ont totalisé 25,7 milliards de dollars US en

Graphique M

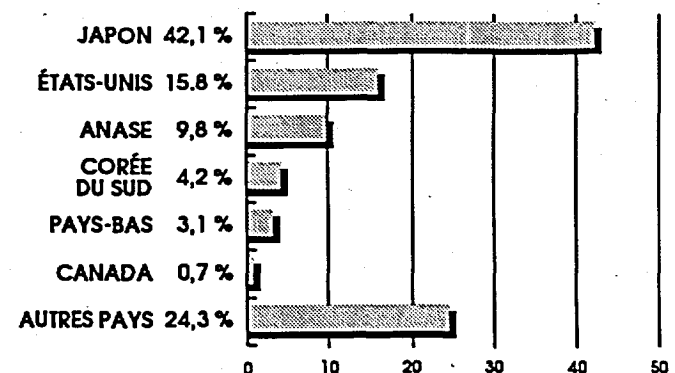
EXPORTATIONS MONDIALES DE L'INDONÉSIE, 1980



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'INDONÉSIE EN 1980 = 21,900 MILLIONS \$ US)

Graphique N

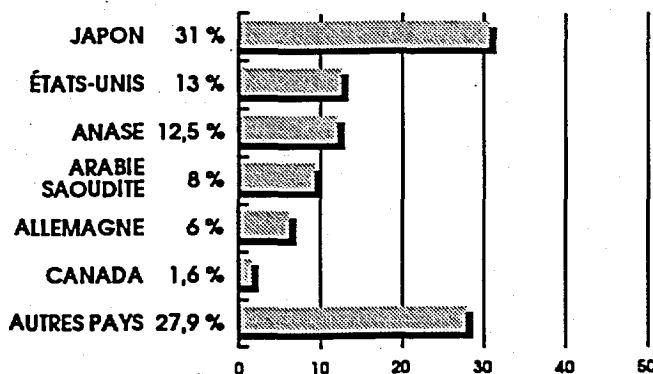
EXPORTATIONS MONDIALES DE L'INDONÉSIE, 1990



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'INDONÉSIE EN 1990 = 25,700 MILLIONS \$ US)

Graphique O

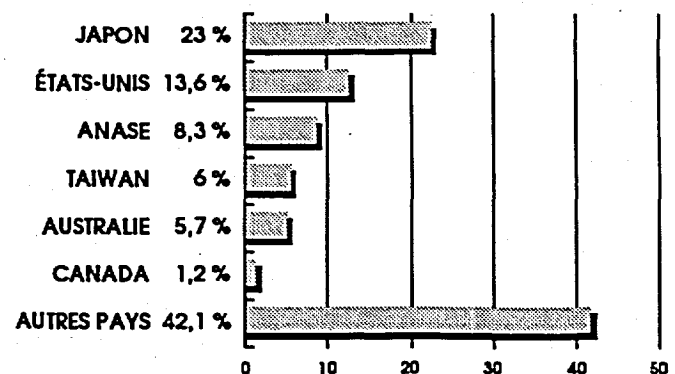
IMPORTATIONS MONDIALES DE L'INDONÉSIE, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'INDONÉSIE EN 1980 = 10,800 MILLIONS \$ US)

Graphique P

IMPORTATIONS MONDIALES DE L'INDONÉSIE, 1990



(NOTA : IMPORTATIONS DE L'INDONÉSIE EN 1990 = 21,900 MILLIONS \$ US)

1990, faites pour l'essentiel de matières premières. Le pétrole et le gaz représentaient plus de 40 p. 100 du total des exportations, le bois et les produits du bois, quelque 13 p. 100, les textiles et les vêtements, 11 p. 100. Par suite de l'élargissement de la gamme des exportations indonésiennes depuis 1985, année où le pétrole et le gaz représentaient près de 70 p. 100 des exportations, l'Indonésie est moins vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux du pétrole.

Les importations de l'Indonésie ont atteint 21,9 milliards de dollars US en 1990. Sur ce total, 68 p. 100 représentaient des biens intermédiaires, dont des matières premières industrielles, des pièces de rechange et des combustibles, tandis que 27,8 p. 100 visaient des biens d'équipement comme des appareils.

L'investissement étranger en Indonésie, qui s'est accru considérablement ces dernières années, provient principalement du Japon, de Hong Kong et de Taïwan. Les afflux de capitaux étrangers en 1990 se sont chiffrés à environ 9 milliards de dollars US, ce qui représente une augmentation appréciable par rapport au milieu des années 1980 où les entrées de capitaux s'élevaient à environ 0,4 milliard de dollars.

Principales exportations en 1990

Pétrole brut et produits dérivés	28,8 %
Gaz naturel	14,3 %
Bois et produits du bois	12,9 %
Textiles et vêtements	11,4 %
Caoutchouc et produits dérivés	3,5 %
Crevettes	2,6 %

Principales importations en 1990

Matières premières industrielles	41,2 %
Pièces de rechange et accessoires	15,4 %
Combustibles et lubrifiants	8,4 %
Biens d'équipement	27,8 %
Biens de consommation	4 %

Source : The Economist Intelligence Unit

3.2 Commerce Canada-Indonésie

Le commerce entre le Canada et l'Indonésie se fait sous le régime de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'Indonésie bénéficiant du Tarif préférentiel général (TPG) du Canada. En 1990, près de la moitié des expéditions passibles de droits de douane étaient admissibles à l'accès préférentiel sur le marché canadien en vertu du TPG.

TABLEAU V

COMMERCE INDONÉSIE-CANADA (en millions de \$ CAN)

	1980	% du total des importations/ exportations de l'Indonésie	1985	% du total des importations/ exportations de l'Indonésie	1990	% du total des importations/ exportations de l'Indonésie	1991	% du total des importations/ exportations de l'Indonésie
Exportations vers le Canada	28,9	(0,11 %)	81,8	(0,32 %)	202,2	(0,67 %)	222,0	(S/O)
Importations du Canada	212,9	(1,6 %)	257,6	(1,8 %)	307,8	(1,2 %)	340,8	(S/O)
Total	241,8		339,4		510,0		562,8	
Solde des échanges	-184,0		-175,8		-105,6		-118,8	

NOTA : Solde des échanges s'entend par l'excédent commercial du pays de l'ANSE (si le chiffre est positif) ou de son déficit commercial (si le chiffre est négatif) avec le Canada.

Source : Statistique Canada

Le Canada a bénéficié jusqu'ici d'un excédent commercial important avec l'Indonésie, bien que la marge se soit rétrécie ces dernières années. En 1991, les échanges bilatéraux totalisaient 562,8 millions de dollars CAN, la balance commerciale en faveur du Canada se situant à 118,8 millions de dollars. Même si le commerce bilatéral a plus que doublé depuis le début des années 1980, aucun des deux pays n'est un intervenant d'importance sur le marché de l'autre. Les exportations du Canada représentent un peu plus de 1 p. 100 du total des importations annuelles de l'Indonésie, tandis que moins de 1 p. 100 des exportations de ce partenaire sont destinées au Canada. L'aide canadienne au développement ne touche que 3 p. 100 du commerce bilatéral avec l'Indonésie. (Il est à remarquer que les chiffres sur les échanges Canada-Indonésie ne tiennent pas compte du volume considérable des réexpéditions

par Singapour ni du secteur des services. On évalue à 100 millions de dollars CAN le montant qu'il faudrait ajouter au total pour tenir compte de ces facteurs.)

Contrairement aux exportations indonésiennes du début des années 1980, qui se constituaient exclusivement de produits bruts (caoutchouc, café, thé et épices), les principaux produits vendus au Canada au début des années 1990 étaient des textiles et des vêtements. Le pays ayant conclu une entente bilatérale de restriction des exportations de textiles conclu avec le Canada en 1986 et prorogé jusqu'en 1993, l'Indonésie figure parmi les principaux fournisseurs de vêtements et de textiles au Canada. Les autres exportations d'importance de l'Indonésie au Canada incluent le caoutchouc naturel, le bois, les combustibles minéraux et les chaussures.

TABLEAU VI PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DE L'INDONÉSIE
(en millions de \$ CAN)

CATÉGORIE DE PRODUIT	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Vêtements et accessoires	0,5	(1,7)	26,2	(32,0)	46,9	(23,2)	40,0	(18,0)
Caoutchouc et articles en caoutchouc	19,3	(66,8)	24,8	(30,3)	26,2	(13,0)	30,0	(13,5)
Bois et articles en bois; charbon de bois	0,4	(1,4)	17,4	(21,2)	36,6	(18,1)	29,9	(13,5)
Chaussures	—	—	—	—	7,6	(3,8)	20,6	(9,3)
Combustibles minéraux, huiles et produits de leur distillation	—	—	—	—	—	—	10,8	(4,9)
Filaments synthétiques	—	—	—	—	5,8	(2,9)	9,3	(4,2)
Graisses et huiles animales et végétales	3,1	(10,7)	—	—	6,3	(3,1)	8,9	(4,0)
Fibres synthétiques	—	—	—	—	7,8	(3,9)	8,4	(3,8)
Poisson et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	—	—	—	—	6,8	(3,4)	8,2	(3,7)
Verre et verrerie	—	—	—	—	4,4	(2,1)	7,5	(3,4)
Café, thé et épices	4,5	(15,5)	10,8	(13,2)	11,1	(5,5)	6,6	(2,9)
Cacao et préparations de cacao	—	—	—	—	2,7	(1,3)	4,1	(1,9)
Jouets, jeux et articles de sport, ainsi que leurs pièces et accessoires	—	—	—	—	0,45	(0,2)	4,1	(1,9)
Meubles, literie, matelas	0,1 ^{▲▲}	(0,3)	0,2 ^{▲▲}	(0,2)	2,0	(1,0)	2,9	(1,3)
Préparations de viande, de poisson, de crustacés et de mollusques	—	—	—	—	2,4	(1,2)	2,8	(1,3)
Viandes et abats comestibles	—	—	—	—	2,8	(1,4)	2,7	(1,2)
TOTAL PARTIEL	27,9		79,4		176,1		196,8	
Total	28,9		81,8		202,2		222,1	

▲ Inclus dans les totaux sur les meubles

▲▲ Comprend tous les divers articles manufacturés

Source : Statistique Canada

En 1991, les exportations du Canada vers l'Indonésie se sont chiffrées officiellement à 340,7 millions de dollars CAN, faisant de ce pays le troisième marché d'exportation du Canada dans la région de l'ANASE. Près de 70 p. 100 des exportations en Indonésie se constituaient de céréales, de plastiques, de pâtes et papiers et de soufre. L'évolution de la composition des exportations du Canada en Indonésie pendant la décennie est présentée dans le tableau VI à la page précédente.

Secteurs prioritaires :

Les secteurs prioritaires mis en évidence pour les activités de promotion des exportations en 1992 sont les suivants :

1. Matériel et services forestiers
2. Matériel et services environnementaux
3. Produits d'informatique et d'électronique
4. Matériel et services d'hydro-électricité et d'énergie
5. Matériel et services pétroliers et de gaz
6. Systèmes et services de transport

TABLEAU VII PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS L'INDONÉSIE
(en millions de \$ CAN)

CATÉGORIE DE PRODUIT	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Céréales	—		63,1	(24,5)	43,5	(14,2)	68,1	(20,0)
Plastiques et articles en matière plastique	9,1	(4,2)	20,3	(7,9)	61,7	(20,0)	64,5	(18,9)
Pâte de bois	21,9*	(10,2)	33,1*	(12,8)	23,3	(7,5)	46,6	(13,7)
Sel, soufre, matière de plâtrage, chaux et ciment	—		46,8	(18,2)	38,4	(12,5)	36,6	(10,7)
Réacteurs nucléaires, chaudières, équipements et appareils mécaniques; pièces	▲▲		▲▲		12,3	(4,0)	24,7	(7,3)
Produits chimiques organiques	0,1	(—)	2,4	(0,9)	10,1	(3,3)	16,4	(4,8)
Zinc et articles en zinc	2,0	(0,9)	6,2	(2,4)	12,5	(4,1)	13,6	(4,0)
Papier et carton	**		**		10,2	(3,3)	13,5	(3,9)
Engrais	—		23,0	(8,9)	23,3	(7,6)	10,5	(3,1)
Matériel électrique et pièces, appareils d'enregistrement, etc.	4,8 [▲]	(2,2)	23,7 [▲]	(9,2)	5,5	(1,8)	7,3	(2,2)
Filaments synthétiques	—		—		6,9	(2,2)	5,5	(1,6)
Articles en fer ou en acier	^{bb}		^{bb}		6,1	(2,0)	5,4	(1,6)
Fer et acier	5,8 ^b	(2,7)	1,2 ^b	(0,4)	4,9	(1,6)	3,9	(1,2)
Résidus et déchets de l'industrie alimentaire, fourrage pour animaux	—		—		5,9	(1,9)	3,7	(1,1)
Locomotives de chemin de fer et de tramway, matériel roulant et pièces	—		—		25,5	(8,3)	3,6	(1,1)
Caoutchouc et articles en caoutchouc	—		—		4,4	(1,4)	2,7	(0,8)
Fibres synthétiques	9,2	(4,3)	2,2	(0,8)	2,7	(0,9)	2,7	(0,8)
Total partiel	52,9		222,0		297,2		329,3	
Total	215,1		257,6		307,8		340,8	

^b Comprend les articles de fer et d'acier
^{bb} Inclus dans les totaux sur le fer et l'acier
[▲] Comprend toutes les machines, le matériel électrique et audiovisuel, les chaudières et les engins mécaniques
^{▲▲} Inclus dans les chiffres de la machinerie et du matériel électriques

* Comprend le papier et les articles en papier
** Inclus dans les chiffres de la pâte

Source : Statistique Canada

Le Canada est un important investisseur en Indonésie, avec des investissements directs totaux de l'ordre de 2.0 milliard de dollars CAN. Les activités des sociétés International Nickel Company (INCO) et Gulf Canada/Asamera Oil et d'autres compagnies oeuvrant dans le secteur pétrolier représentent le gros des investissements canadiens. Par ailleurs, il faut mentionner la présence d'autres sociétés comme Chaussures Bata Lté., établie en Indonésie depuis plusieurs années, et d'un certain nombre de sociétés canadiennes d'experts-conseils et d'ingénierie dont les revenus annuels ont été estimés à 50-60 millions de dollars. Une liste-échantillon des sociétés et des coentreprises canadiennes qui mènent des activités en Indonésie figure à l'annexe A.

3.3 Efforts de commercialisation des exportations

Les priorités de commercialisation du gouvernement canadien en Indonésie ont porté traditionnellement sur les projets et les organismes gouvernementaux. Partiellement en raison de la concurrence qui s'exerce sur le marché indonésien en ce qui a trait au financement des exportations à des conditions privilégiées, le gouvernement incite les exportateurs canadiens à examiner les occasions qui se présentent dans le secteur privé de l'Indonésie. La libéralisation de l'économie a favorisé la croissance réelle de ce secteur. L'expansion et la diversification industrielles qui en résultent assureront de nouveaux débouchés aux fournisseurs étrangers.

L'Indonésie continue à compter parmi les bénéficiaires les plus favorisés de fonds d'aide provenant des banques de développement multilatérales. Ainsi, les priorités commerciales du Canada sur ce marché demeurent la course aux contrats d'approvisionnement financés par ces institutions.

Des études de marché pour divers secteurs de l'économie indonésienne sont disponibles auprès d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada:

Aquiculture	1990
Fourrages pour animaux	1988
Produits alimentaires canadiens	1988
Produits chimiques industriels	1989
Pétrole et gaz	1988
Pâtes et papiers	1989
Projets miniers	1989

Des précis de marchés (1991) sont également disponibles pour les secteurs suivants : agro-alimentaire, fer et acier, produits chimiques et plastiques, enseignement et formation, matériel électrique, produits de santé, télécommunications et services d'experts-conseils.

Signalons en outre des visites récentes et des activités de promotion du commerce avec l'Indonésie, dont voici des exemples : 12 compagnies indonésiennes du secteur des pâtes et papiers ont participé à une mission commerciale transcanadienne en octobre 1991; visite du ministre indonésien des Forêts en septembre 1991; missions de 33 compagnies du Canada en mai 1992, pour participer, en Indonésie, au Salon de la technologie des pâtes et papiers. Le Canada a également participé à la conférence sur l'exportation minière Asie-Pacifique qui a eu lieu à Jakarta en mars 1990. D'autres missions commerciales récentes ont porté sur les secteurs rural, de télécommunications, de télédétection, d'aquiculture et de transport aérien.

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) du Canada offre des prêts remboursables aux entreprises particulières pour les aider à assumer les coûts de mise en route des exportations et à atteindre de nouveaux marchés géographiques et de nouveaux débouchés de produits. D'avril 1980 à mars 1992, 478 demandes d'aide en Indonésie ont été approuvées dans le cadre du PDME, pour un financement total de 3,4 millions de dollars. Depuis la mise en place du PDME en 1971, les programmes financés ont donné lieu à des ventes déclarées de plus de 105 millions de dollars en Indonésie.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est l'organisme de crédit à l'exportation officiel du Canada, offrant de l'assurance-crédit à l'exportation, des prêts, des garanties de prêt et d'autres services financiers destinés à promouvoir le commerce canadien et à aider les exportateurs canadiens. Au sein de la région de l'ANASE, la SEE a fait de l'Indonésie un marché cible et est intéressée à accroître ses activités commerciales pour tenir compte de la multiplication des débouchés qui s'y offrent pour les exportations canadiennes.

Depuis 1979, la SEE a conclu 19 accords financiers totalisant plus de 480 millions de dollars CAN, sans se heurter à des difficultés importantes de paiement. Ces accords incluent 18 prêts pour biens d'équipement, depuis des avions jusqu'à un laboratoire d'électronique nucléaire, et un prêt à multiples conventions de versements cofinancé

avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour un projet de transport ferroviaire de charbon (Bukit Asam). Ce projet, lancé en 1981 et pour lequel les décaissements ont récemment été effectués au complet, comprenait 11 affectations pour un total de 130,2 millions de dollars US, incluant des biens et services de transport et de télécommunications provenant de divers exportateurs canadiens.

Le secteur public indonésien a bénéficié historiquement d'avantages considérables du point de vue financier. Dans certains cas où le processus d'adjudication international doit faire l'objet d'un droit de préemption, le décret présidentiel 8, adopté en 1984, exige que les conditions de financement étranger des projets à long terme incluent un taux d'intérêt de 3,5 p. 100, dans une période de grâce de sept ans et un calendrier de remboursement de 18 ans. Du fait qu'elle manquait de fonds de financement à des conditions privilégiées, la SEE n'a pas été toujours en mesure d'aider au financement des exportations assujetties au décret 8. Toutefois,

en 1990, la SEE a pu aider les fournisseurs canadiens participant à l'aménagement hydro-électrique de Paiton, financé au taux de Consensus de l'OCDE, et cette tendance en faveur des prêts au secteur public au taux de Consensus, à des conditions non privilégiées, devrait se maintenir. Les possibilités d'obtenir des crédits à l'exportation vers le secteur privé sont donc excellentes dans les cas où la SEE a déjà inscrit les principaux emprunteurs sur sa liste de priorités.

Le Conseil du commerce Canada-Indonésie est un autre instrument de commercialisation des exportations en Indonésie. Son homologue indonésien, le Conseil du commerce Indonésie-Canada, est une sous-section de la Chambre de commerce et de l'Industrie de l'Indonésie, dont le mandat est de promouvoir les exportations indonésiennes et l'investissement étranger. Ces regroupements de compagnies et de particuliers s'attachent à renforcer les liens entre les secteurs privés en vue d'accroître les activités sur les marchés des deux pays.

4

Aide au développement

Le programme officiel canadien d'aide au développement en Indonésie a commencé en 1954 dans le cadre du Plan Colombo, en vertu duquel le Canada accordait une assistance technique et participait à des programmes de formation. En 1972, l'Indonésie est devenue l'un des principaux bénéficiaires des programmes de l'ACDI et a reçu des fonds d'aide pour une grande variété de projets de développement, notamment dans le domaine de l'amélioration des ressources hydriques, des programmes d'enseignement et de formation, de l'agriculture, du développement régional et de l'environnement. À l'heure actuelle, l'Indonésie se classe au troisième rang des pays auxquels l'ACDI verse des fonds d'aide, bénéficiant de décaissements d'environ 45 millions de dollars CAN par an.

Le Canada reconnaît le rôle primordial que les Canadiens peuvent encore jouer pour aider l'Indonésie à atteindre ses objectifs de développement, malgré la forte croissance économique qu'a connue ce pays au cours des dix dernières années. Les objectifs du programme de l'Indonésie sont les suivants : promouvoir la mise en oeuvre de politiques indonésiennes de développement durable; promouvoir les relations de travail à long terme entre des entreprises canadiennes et indonésiennes de premier plan et d'autres institutions, et favoriser les liens du Canada avec les réseaux régionaux; renforcer le rôle des secteurs privés canadien et indonésien à l'égard du développement de l'Indonésie; appuyer la politique de décentralisation du gouvernement de l'Indonésie en faveur des pouvoirs régionaux et élargir la participation au développement économique.

En sa qualité de membre associé de l'Organisation des ministres de l'Éducation du Sud-Est asiatique (SEAMEO) depuis 1988, le Canada a contribué à l'élaboration de projets dans le cadre du Programme de perfectionnement intégré des ressources humaines pour la communauté, dans la région. Grâce au parrainage de l'ACDI, poursuivi en 1990 pour une valeur de 8,3 millions de dollars CAN, on a amorcé la Phase II de la Coopération SEAMEO-Canada. On s'attend à ce que les capacités

institutionnelles des centres SEAMEO se renforcent et que leurs capacités de gestion stratégique s'améliorent au cours de cette phase, grâce à l'encouragement des liens institutionnels entre ces centres et les collèges et universités du Canada ainsi que son offre d'aide et de formation techniques.

4.1 Programme bilatéral

Les objectifs globaux du programme bilatéral sont de renforcer la capacité des principales institutions indonésiennes de soutenir le développement durable, ainsi que de favoriser la création de liens permanents entre les organismes canadiens et indonésiens.

Dans ce cadre général, le but est de faire en sorte que les nouvelles relations et initiatives issues du programme canadien d'aide au développement revêtent un caractère autonome avec le temps et soient fondées sur des intérêts communs aux deux pays.

En conséquence, les quatre secteurs prioritaires du programme bilatéral de l'ACDI à l'heure actuelle sont les suivants :

- i) l'environnement;
- ii) le perfectionnement des ressources humaines et le renforcement des institutions;
- iii) le développement en participation;
- iv) la coopération avec le secteur privé.

Environnement

L'ACDI continue à exercer une influence considérable sur la politique, la réglementation et les programmes environnementaux de l'Indonésie, en particulier grâce à un grand projet en vertu duquel une université canadienne travaille en étroite collaboration avec le ministère de la Démographie et de l'Environnement. Il y a en outre des projets en cours dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et des évaluations environnementales. Le financement total dans ce secteur est de 35,5 millions de dollars CAN.

Perfectionnement des ressources humaines et renforcement des institutions

Comptant 13 projets et un engagement total de 171,9 millions de dollars sur une période de temps prolongée, le secteur de perfectionnement des ressources humaines et de renforcement des institutions constitue l'élément le plus important du programme bilatéral de l'ACDI. Dans ce cadre, plus du tiers des fonds est affecté aux travaux d'aménagement hydraulique, visant en particulier à aider les institutions indonésiennes chargées de la gestion des ressources hydriques. Signalons d'autres projets d'importance dans le domaine de la capacité scientifique, du personnel de planification régionale et des services vétérinaires.

Développement en participation

À cette rubrique, on regroupe des projets variés destinés, notamment, à accroître la capacité des coopératives indonésiennes de servir leurs

membres, à favoriser le développement communautaire rural, à créer des liens entre les organisations non gouvernementales canadiennes et indonésiennes.

Coopération au sein du secteur privé

Bien que cette coopération en soit encore à ses débuts, l'intention de l'ACDI est d'encourager les projets de coopération entre les entreprises canadiennes et indonésiennes, de sorte à favoriser le développement en Indonésie par un secteur privé dynamique.

4.2 Programme de coopération industrielle

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI) appuie des initiatives du secteur privé dans les pays en développement et a débloqué quelque 9,9 millions de dollars pour l'Indonésie. Depuis 1984-1985, une grande partie de ce montant

TABLEAUX VIII

**PROFIL DES DÉCAISSEMENTS
PROGRAMME CANADIEN D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**

(en millions de \$ Cdn.)

MÉCANISME	1985-1986	1989-1990	1990-1991
A. De gouvernement à gouvernement	74,94	51,90	41,31
B. Fonds canadien	-	0,47	0,50
C. Programme de la coopération institutionnelle et des services au développement	0,90	1,13	1,58
D. Programme des organismes non gouvernementaux	0,68	4,50	0,67
E. Programme des organismes non gouvernementaux internationaux	0,02	-	-
F. Programme de coopération industrielle	1,03	0,64	2,54
G. Programme d'assistance humanitaire internationale	-	0,03	0,18
H. Aide alimentaire	-	0,03	-
TOTAL	76,76	58,70	46,78

Source : ACDI
 NOTA : Les chiffres de 1990-1991 ne sont que des estimations

a aidé des entreprises canadiennes à étudier les possibilités d'investissement en Indonésie. Les décaissements en faveur de ce pays en 1991-1992 étaient d'environ 2 millions de dollars. La déréglementation et la privatisation entreprises en Indonésie depuis 1985 ont créé un climat favorable pour les clients du PCI dans divers secteurs économiques, notamment la pisciculture et les télécommunications. Parmi les projets actuels, signalons la présence d'un conseiller canadien en investissement auprès de l'Office de coordination des investissements de l'Indonésie.

4.3 Programmes spéciaux et contributions multilatérales

En 1990-1991, un montant de 3,82 millions de dollars a été accordé à l'Indonésie par l'ACDI dans le cadre de ses programmes d'organisations non gouvernementales et de coopération institutionnelle. Au total, sept projets et 30 sous-projets ont été parrainés, principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture.

En outre, l'ACDI engage chaque année des fonds destinés à un certain nombre d'organisations multilatérales qui exercent des activités en Indonésie,

dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial. À titre de membre de deux banques régionales de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, le Canada participe également aux prêts consentis par ces institutions à l'Indonésie pour des projets d'infrastructure et de développement social. En 1989-1990, les montants versés à ces organismes ont totalisé 12,97 millions de dollars.

4.4 Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI)

Le CRDI appuie des activités de recherche et développement dans un certain nombre de pays en développement, telle l'Indonésie. Il a un bureau régional à Singapour et accorde une aide financière et technique pour des activités de recherche définies et exécutées par des universités et des scientifiques locaux. Les projets financés relèvent principalement des catégories de l'agriculture, des sciences alimentaires et nutritionnelles, des sciences de la santé et des sciences sociales.

5

Cadre de la coopération

5.1 Accords et ententes entre le Canada et l'Indonésie

L'expansion des relations économiques et commerciales entre l'Indonésie et le Canada s'appuie sur divers accords et ententes.

Un Échange de notes pour la protection des investissements canadiens en Indonésie a été conclu en mars 1973 et modifié en juillet 1984. Cet accord a pour but de faciliter la prestation d'assurances par la SEE couvrant les risques de pertes pour cause de non-convertibilité, d'expropriation, de nationalisation, de guerre ou d'insurrection. On cherche, de cette façon, à faire de l'Indonésie un lieu d'investissement plus intéressant pour les entreprises canadiennes.

Cet accord est complété par la Convention pour l'évitement de la double imposition et pour la prévention de l'évasion fiscale, qui est entrée en vigueur en décembre 1980. La Convention vise à stimuler le commerce et l'investissement entre les deux pays en supprimant la double imposition des particuliers et des entreprises de l'un, faisant affaires ou gagnant des revenus dans l'autre pays. On discute actuellement de révisions à la Convention.

Le Canada et l'Indonésie sont par ailleurs signataires d'un accord régional qui est entré en vigueur en juin 1982, soit l'Accord de coopération économique entre le Canada et l'ANASE. Aux termes de l'accord, un comité de coopération mixte a été mis sur pied, avec pour mandat de suivre les progrès réalisés au moyen des diverses activités commerciales et de coopération au développement entreprises en collaboration par le Canada et les pays de l'ANASE.

Le Canada et l'Indonésie ont en outre signé un accord de coopération nucléaire, qui autorise le commerce de matières, de matériel et de technologie nucléaires aux fins de l'exploitation de l'énergie nucléaire. Cette entente est entrée en vigueur en juillet 1982.

Un protocole d'entente a été signé en 1986 relativement à l'exploration de certains vêtements et textiles depuis l'Indonésie vers le marché intérieur du Canada. L'entente, prorogée jusqu'à la fin de 1992, couvrait la période de 1987 à 1991. Elle

prévoyait la mise en œuvre d'un système d'autorisation des exportations par le gouvernement de l'Indonésie ainsi que des restrictions de la quantité de textiles et vêtements provenant de l'Indonésie et destinés et vêtements provenant de l'Indonésie et destinés au marché canadien.

Enfin, les deux pays ont signé un accord de coopération au développement en 1990, portant sur une large gamme de domaines d'aide au développement d'intérêt commun ainsi que sur l'assistance technique et le perfectionnement des ressources humaines.

5.2 Autres domaines de coopération

Télécommunications

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le ministère canadien des Communications et le secteur privé canadien financent l'Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications (TEMIC), situé à Montréal. Cet institut offre des cours de formation sur l'utilisation des systèmes de téléphone et de communication à l'intention des représentants des gouvernements et entreprises de divers pays en développement. Six représentants indonésiens de Perumtel et du ministère des Postes et du Tourisme ont participé jusqu'à présent aux cours du TEMIC.

Transports

Le Canada et l'Indonésie collaborent dans divers secteurs des transports, depuis le transport urbain jusqu'à l'aérospatiale.

Transports Canada, en vertu d'un accord entre le gouvernement du Canada, l'Organisation de l'aviation civile internationale et les autorités indonésiennes, a négocié un protocole d'entente pour la mise sur pied d'une mission d'analyse des besoins de formation en mai 1992. Le but de la mission est de donner des cours de formation pendant les prochaines années à l'intention des inspecteurs et ingénieurs chargés de la navigabilité en Indonésie.

Voici d'autres exemples de coopération entre le Canada et l'Indonésie dans le domaine

des transports. La société Delcan International et le ministère des Communications, financés par la Banque mondiale, travaillent à l'amélioration la gestion et à l'exploitation du réseau d'autobus de Jakarta. Canadair, soit le groupe aérospatial de Bombardier Inc., a effectué une étude de faisabilité en collaboration avec IPTN, l'entreprise d'État de l'Indonésie qui fabrique des avions, en vue d'examiner l'opportunité d'une coproduction de l'avion-citerne amphibie CL-215T de Canadair. En outre, des représentants indonésiens ont assisté aux séances de l'Institut international de formation en gestion aéronautique civile (IIFGA) de Montréal. L'IIFGA donne des cours de formation aux cadres supérieurs et intermédiaires de tous les domaines de l'aviation civile. En mai 1990, l'IIFGA a organisé un séminaire de formation de trois jours à Bali, qui a connu beaucoup de succès auprès des spécialistes de l'Indonésie et de la région.

Défense

L'attaché des Forces canadiennes de Kuala Lumpur a été accrédité auprès de l'Indonésie, parmi d'autres états membres de l'ANASE. Son mandat est d'intensifier les relations de défense avec l'ANASE. L'attaché donne des conseils sur les questions militaires et assure la liaison avec la plupart des forces armées de la région. Un élément important de son travail consiste à identifier les programmes d'acquisition de matériel de défense susceptibles d'intéresser l'industrie canadienne de la défense.

Éducation

Plus de 800 Indonésiens étudient dans des établissements d'enseignement postsecondaire chaque année au Canada. Un certain nombre de ministres du cabinet ainsi que de dirigeants du secteur public et du milieu des affaires de l'Indonésie ont étudié au Canada.

L'ACDI finance nombre de projets permettant à des étudiants indonésiens de faire leurs études au Canada ou à des représentants des universités et des collèges canadiens d'aller en Indonésie afin d'aider les établissements de ce pays à dispenser des programmes d'enseignement de qualité.

Les établissements canadiens qui oeuvrent actuellement en Indonésie incluent l'Université Dalhousie, l'Université Simon Fraser, l'Université McGill, l'Université de Guelph, l'Université du Manitoba et l'Open Learning Agency.

Agriculture

Le Canada et l'Indonésie sont tous deux membres du Groupe de Cairns, chargé d'améliorer

le commerce international des produits agricoles dans le contexte de l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales du GATT. Le Canada est un principal fournisseur d'engrais potassiques de l'Indonésie tant sur le plan commercial que dans le cadre de son programme de coopération au développement.

En 1992, Agriculture Canada, le ministère ontarien de l'Agriculture et de l'Alimentation et la Canadian Livestock Exporters' Association ont coparrainé un séminaire technique sur les produits laitiers en Thaïlande, auquel ont participé des représentants de l'Indonésie. Agriculture Canada a également accueilli en 1991 des dirigeants indonésiens aux fins d'une tournée d'études sur les systèmes canadiens d'inspection des viandes.

Le ministère de l'Agriculture de l'Indonésie et le ministère de l'Agriculture du Canada ont conclu un protocole d'entente sur les questions vétérinaires. L'ACDI finance un centre des maladies du bétail en Indonésie.

5.3 Activités de coopération des provinces

Les relations des provinces avec l'Indonésie se sont faites principalement au moyen de missions commerciales, les plus dynamiques étant à cet égard l'Alberta et le Québec.

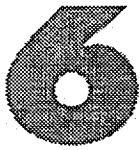
Les liens de l'Alberta avec l'Indonésie s'appuient sur un certain nombre de projets de formation du secteur privé, dont l'établissement d'un centre en Indonésie pour la formation de techniciens dans les technologies pétrolières et gazières. La province envoie également des missions commerciales en Indonésie tous les ans, qui s'intéressent surtout aux secteurs du pétrole et du gaz, des télécommunications et de l'agriculture.

Le Québec est également actif en Indonésie. Il organise deux missions commerciales par an en vue de promouvoir les produits et services québécois et de mettre en évidence des coentreprises possibles.

La Colombie-Britannique a coopéré avec l'Indonésie en mettant sur pied des programmes d'enseignement postsecondaire à l'intention d'Indonésiens dans des domaines techniques.

L'Ontario a accordé de l'aide à des entreprises désireuses de participer à des foires commerciales en Indonésie.

Enfin, des missions commerciales de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan se sont rendues à Jakarta dans le courant des quatre dernières années.



Conclusion

Les progrès économiques considérables réalisés récemment par l'Indonésie et l'importance politique de plus en plus grande que prend ce pays dans la région de l'ANASE ont mené à des relations bilatérales plus développées. Le Canada reconnaît qu'il est possible d'en arriver à des relations de commerce et d'investissement beaucoup plus intenses, ainsi qu'au resserrement des liens entre les établissements d'enseignement, ce qui serait à l'avantage des deux pays.

Le commerce entre le Canada et l'Indonésie a plus que doublé dans les dix dernières années. L'un ne constitue cependant pas un intervenant principal dans le total des échanges commerciaux de l'autre, et les possibilités demeurent considérables. Le commerce du Canada s'étend de plus en plus au-delà des produits de base, pour englober les articles fabriqués et la prestation de services à l'étranger, y compris le savoir-faire technique et la formation.

Grâce à l'accroissement des échanges commerciaux et à la coopération dans divers secteurs, les relations entre le Canada et l'Indonésie continueront de se multiplier et d'être avantageux pour l'un comme pour l'autre. En mettant plus d'accent sur le partage des compétences canadiennes, l'Indonésie sera en mesure de mieux répondre à ses besoins de développement et de se rendre plus concurrentielle sur le marché mondial.

Certaines provinces, qui ont reconnu le potentiel offert par le marché indonésien, se sont attachées à promouvoir leurs entreprises en Indonésie au moyen de diverses activités, telles des foires et des missions commerciales. Le Canada et l'Indonésie ont déjà conclu des accords de coopération dans les domaines de l'agriculture et de la défense, en plus de collaborer au sein d'organisations multilatérales. Les possibilités de renforcement de ce partenariat demeurent excellentes.

L'Indonésie a fait la preuve de son engagement à l'égard de la mise en place d'une économie plus libérale, davantage axée sur le marché. Le Canada encourage le secteur privé à explorer les débouchés offerts par les marchés indonésiens. Dans le cadre de son partenariat avec l'ANASE et de ses relations bilatérales, le Canada peut continuer à aider l'Indonésie à progresser vers une prospérité durable.

Annexe A

ENTREPRISES COMMERCIALES CANADA-INDONÉSIE

LISTE-ÉCHANTILLON DES INVESTISSEMENTS ET COENTREPRISES CANADIENS EN INDONÉSIE

Asamera Oil	Filiale à 100 % de Ressources Gulf Canada Ltée; activités axées sur la recherche, la mise en exploitation et la production de pétrole brut et de gaz naturel.
PT Sepatu Bata (Chaussures Bata Ltée.)	Fabrication et commercialisation de chaussures destinées aux marchés indonésien et internationaux.
Bow Valley (Asia) Ltd.	Activités liées à la recherche et à la production de pétrole et de gaz naturel.
Columbia Chrome Industries Ltd.	Coentreprise avec P.T. Intraco Penta; fabrication et réparation de vérins et de composantes hydrauliques.
PT Hatfindo Prima (Hatfield Consultants)	Service de consultation en environnement spécialisé en aquiculture.
PT INCO Indonesia (International Nickel Company)	Actionnaire minoritaire d'INCO Limitée; exploitation et extraction par fusion de nickel et production de sulfite.
Infosat Telecommunications Ltd.	Services d'ingénierie et de fabrication destinés aux réseaux de communications par satellite (communications phoniques et vidéo et transmission de données).
Kilborn Engineering	Coentreprise avec PT Kilborn Pakar Rekayasa; services d'ingénierie, de gestion de projets et de gestion de travaux de construction à l'intention des industries minière et chimique.
H.A. Simons Ltd	Services de consultation spécialisés en planification, en ingénierie et en construction à l'intention des industries des pâtes et papiers, des aliments et des boissons, etc.

Annexe B

ADRESSES UTILES

EN INDONÉSIE :

**BAPEPAM Badan Pasar Modal
(Commission du marché financier)**
14, Jalan Medan Merdeka Selatan
Djakarta 10014
Tél. : (011-62-21) 365-509

Centre Canada-ANASE (section Indonésie)
no 8, Jl. Duren Tiga VII
Mampang Prapatan
Djakarta 12670
Tél. : (011-62-21) 799-3202
Télécopieur : (011-62-21) 799-5294

Ambassade du Canada
Wisma Metropolitan I, 5e étage
29, Jalan Jenderal Sudirman Kav.
Djakarta 12920
Tél. : (011-62-21) 510-709
Télécopieur : (011-62-21) 571-2251

**Departemen Luar Negeri-
Ministère des Affaires étrangères**
6, Jalan Taman Pejambon
Djakarta Pusat
Tél. : (011-62-21) 371-508

**Departemen Perdagangan-
Ministère du Commerce**
5, Jalan Moh, Ikhan Ridwan Rais
Djakarta Pusat
Tél. : (011-62-21) 366-318

**Departement Perindustrian-
Ministère de l'Industrie**
Jalan Jenderal Gatot
Subroto Kav.S2S3
Djakarta
Tél. : (011-62-21) 515-509

**La Chambre de commerce et
de l'industrie de l'Indonésie
(KADIN)**

11, Jalan Merdeka Timur
Djakarta Pusat
Tél. : (011-62-21) 367-096

DANS LA RÉGION :

**Fondation Asie-Pacifique du Canada
Bureau de l'Asie du Sud-Est**
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapour 0207
Tél. : (65) 255-7346
Télécopieur : (65) 222-7439

**Centre de recherches pour
le développement international (CRDI)**
Bureau régional
Tanglin C.P. 101
Singapour 9124
Tél. : (65) 235-1344

Centre Canada-ANASE
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapour 0207
Tél. : (65) 255-7346
Télécopieur : (65) 222-7439

AU CANADA :

Fondation Asie-Pacifique du Canada
Suite 666 999, Canada Place
Vancouver (C.-B)
V6C 3E1
Tél. : (604) 684-5986
Télécopieur : (604) 681-1370

**Conseil de commerce ANASE-Canada (CCAC)
de La Chambre de commerce du Canada**
55, rue Metcalfe
Ottawa (Ontario)
K1P 6N4
Tél. : (613) 238-4000
Télécopieur : (613) 238-7643

**Agence canadienne de développement
international (ACDI)**
Direction générale de l'Asie (BSE)
12e étage, Place du Centre
200, promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4
Tél. : (819) 997-4752
Télécopieur : (819) 994-0253

Conseil de commerce Canada-Indonésie
B.P. 110
260, Adélaïde St. East
Toronto (Ontario)
M5A 1N1
Tél. : (416) 366-8490
Télécopieur : (416) 947-1534

**Société pour l'expansion
des exportations**
Siège social
151, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 1K3
Tél. : (613) 598-2500
Télécopieur : (613) 237-2690

**Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada**
**Direction des relations avec
l'Asie et le Pacifique Sud (PSR)**
et **Direction de l'expansion du
commerce en Asie et Pacifique Sud (PST)**
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél. : (613) 996-7350 (PSR)
(613) 995-7659 (PST)
Télécopieur : (613) 996-4309

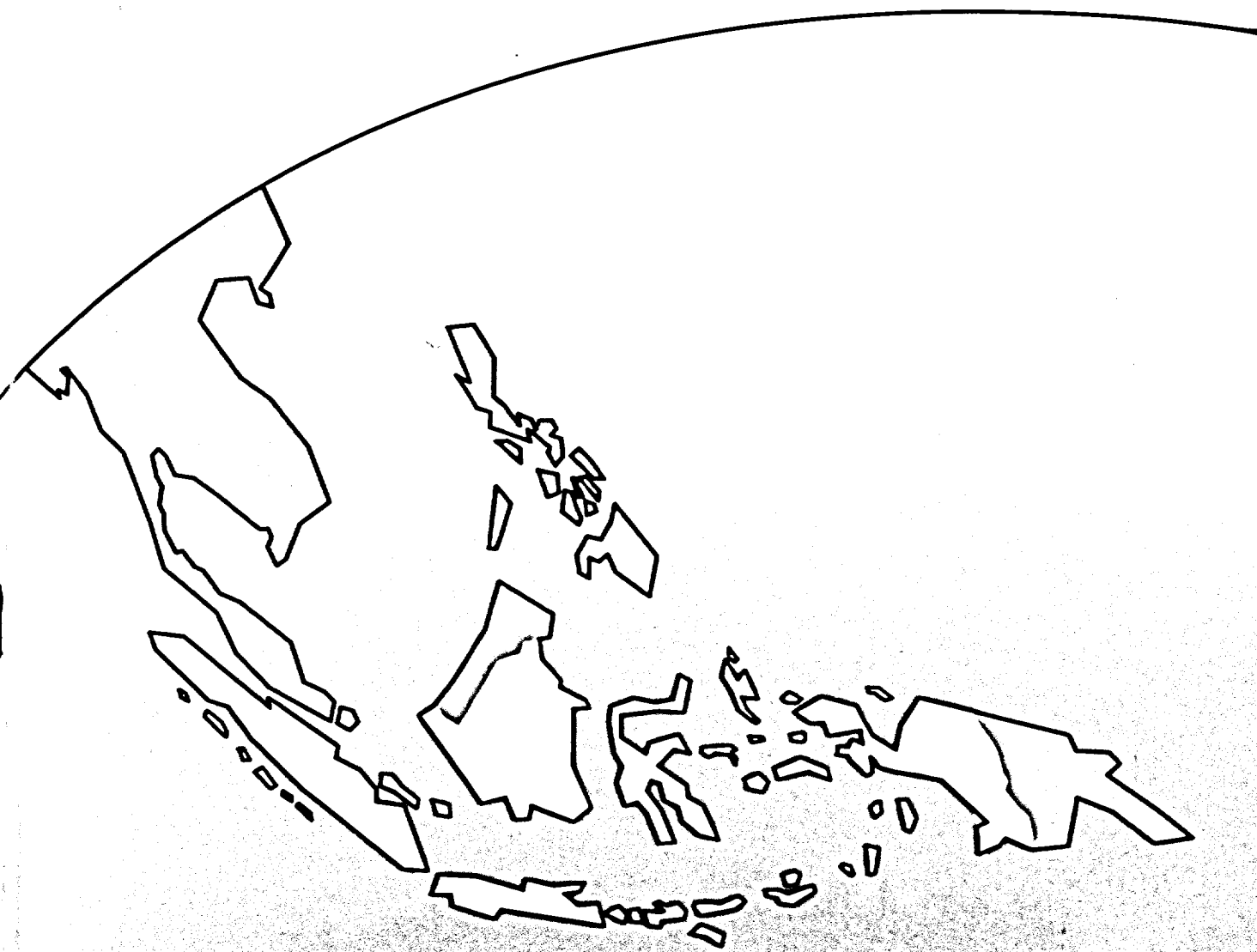
Ambassade de l'Indonésie
287, rue MacLaren
Ottawa (Ontario)
K2P 0L9
Tél. : (613) 591-6613
Télécopieur : (613) 563-2858

CAI
EA438
92S71

DOCS

.b2494383 (E)
.b2494395 (A)

SRVEY
BILATERAL
ECONOMIC
RELATIONS
BETWEEN
CANADA
AND
INDONESIA



External Affairs and
International Trade Canada

Canada

SURVEY
OF BILATERAL
ECONOMIC
RELATIONS
BETWEEN
CANADA
AND
INDONESIA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AUG 4 1993
AOUT

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

External Affairs and International Trade Canada
Asia and Pacific Branch

1992 Edition



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

43-265-446 (e) 6 2494 383
43-265-447 (f) 6 2494 395

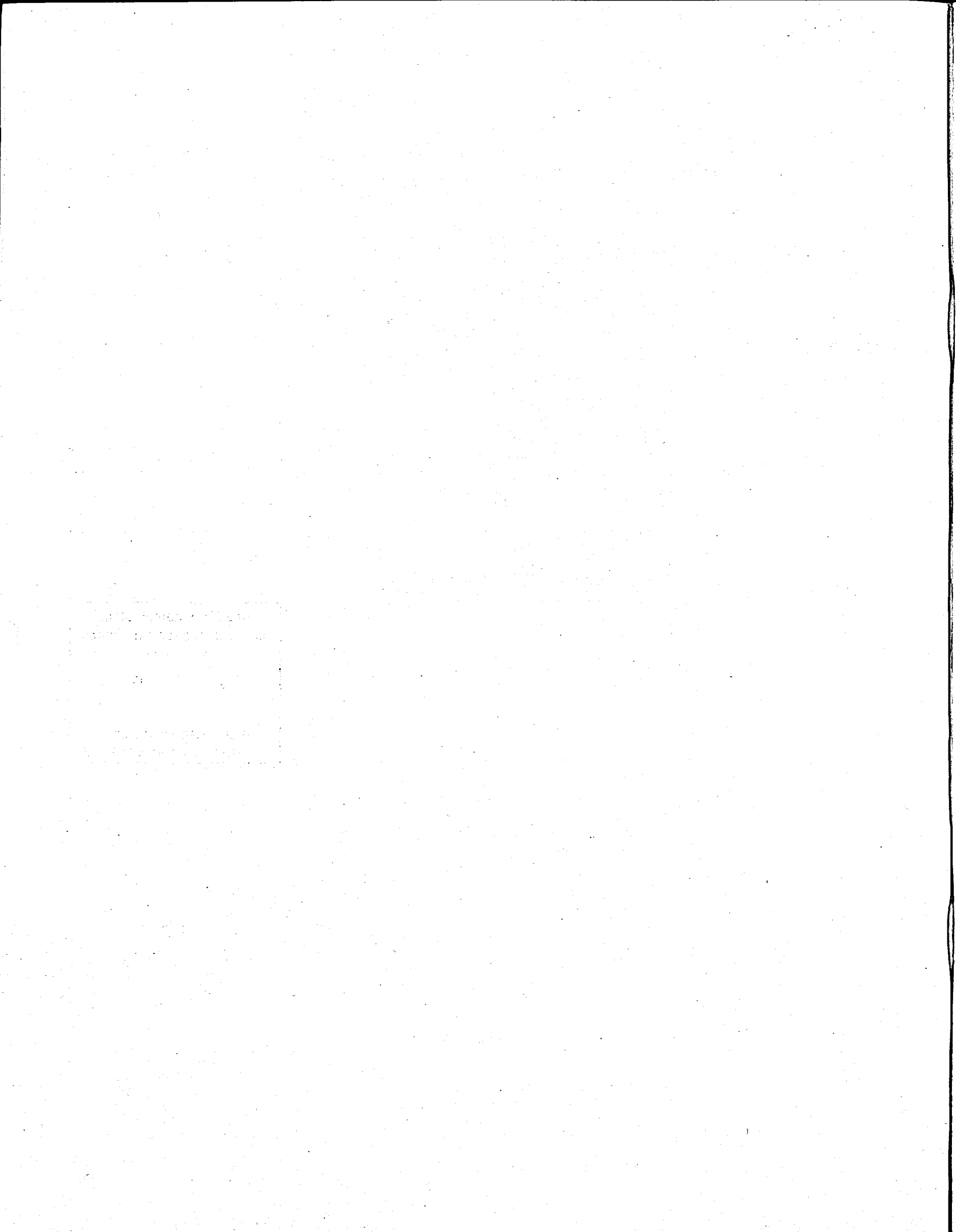


Table of Contents

Preface: An ASEAN Overview	5
1. Introduction	12
2. Recent Economic Developments in Indonesia	14
3. Canada-Indonesia Commercial Relations.....	16
3.1 Indonesia's Global Trade.....	16
3.2 Canada-Indonesia Trade	17
3.3 Export Marketing Efforts.....	19
4. Development Assistance	21
4.1 Bilateral Program.....	21
4.2 Industrial Co-operation Division	22
4.3 Special Programs and Multilateral Contributions	22
4.4 International Development Research Centre (IDRC).....	23
5. Framework for Co-operation	24
5.1 Agreements and Arrangements Between Canada and Indonesia	24
5.2 Other Areas of Co-operation	24
5.3 Provincial Co-operation	25
6. Conclusion	26
Appendix A: Canada-Indonesia Business Ventures	27
Appendix B: Useful Addresses.....	28

List of Tables and Graphs

Tables

I	Economic Growth	5
II	Canada-ASEAN Trade	8
III	Forecast of Economic Growth.....	11
IV	ASEAN Economies at a Glance	14
V	Indonesia-Canada Trade	17
VI	Major Canadian Imports from Indonesia	18
VII	Major Canadian Exports to Indonesia	19
VIII	Disbursement Profile: Canada's Development Assistance Program	22

Graphs

A.	ASEAN World Exports 1980	6
B.	ASEAN World Exports 1990	6
C.	ASEAN World Imports 1980	7
D.	ASEAN World Imports 1990	7
E.	Canada World Exports 1980	9
F.	Canada World Exports 1990	9
G.	Canada World Imports 1980	9
H.	Canada World Imports 1990	9
I.	Markets for Canadian Exports.....	10
J.	Markets for Canadian Imports.....	10
K.	Canadian Merchandise Exports.....	10
L.	Canadian Merchandise Imports	10
M.	Indonesia World Exports 1980	16
N.	Indonesia World Exports 1990	16
O.	Indonesia World Imports 1980	16
P.	Indonesia World Imports 1990	16

Preface: An ASEAN Overview

After the U.S.A., the Asia Pacific region is Canada's largest trading partner and is the second fastest growing market for Canadian exports. Within Asia Pacific, the ASEAN (Association of South East Asian Nations) region is gaining in commercial importance.

ASEAN

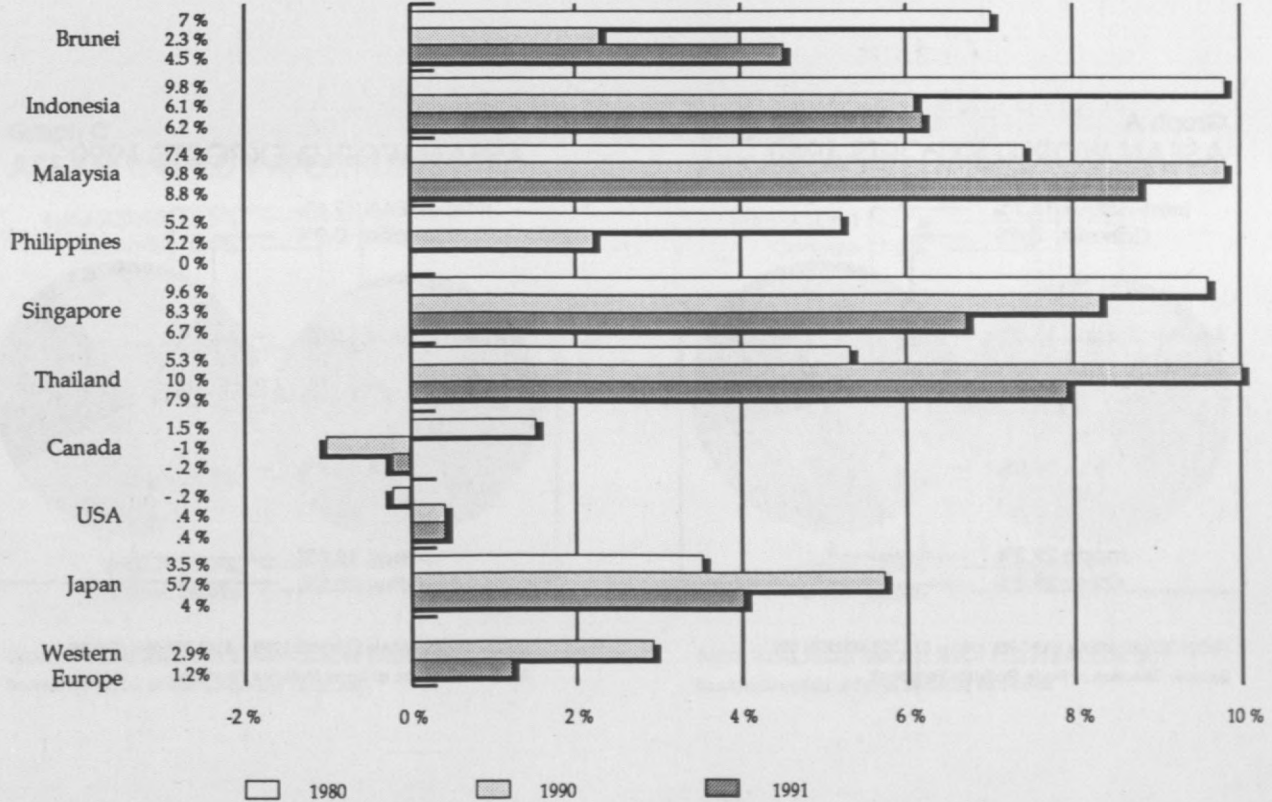
ASEAN was formed in 1967 and includes six member countries: Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand.

ASEAN countries have forged economic, political and cultural ties among themselves and with the international community. Their market-oriented economies are open, dynamic and increasingly prosperous. Over the past decade, the rate of economic growth in ASEAN has been among the highest in the world.

Rich in natural resources, the ASEAN region accounts for much of the world's output of rubber, palm oil, tin, copra, copper, sugar, coffee, timber, tropical fruits, liquified natural gas (LNG) and

TABLE I

ECONOMIC GROWTH (As % of GNP)



Source: Asia Week Magazine/The Economist/Far Eastern Economic Review/IMF International Statistics

minerals. The region has also recently become a market leader in the manufactured exports of garments and textiles, electronics and consumer goods.

In 1992, ASEAN Heads of Government agreed to create an ASEAN Free Trade Area (AFTA) to be phased in, commencing in 1993, over 15 years. This decision was taken in response to emerging economic regionalism, including the Single European Market and the potential North American Free Trade Agreement. Initial plans foresee the reduction of trade barriers in 15 sectors of manufactured goods, including capital goods and processed agricultural products. A successful AFTA would create a combined market of 325 million consumers with a combined GNP of over US \$300 billion, would remove some of the current barriers to intra-ASEAN trade, and would help ASEAN countries realize closer economic co-operation.

As ASEAN's share of global GNP, world trade, and direct foreign investment increases, new intra- and inter-regional trading patterns are evolving. While ASEAN countries have benefitted from increased Japanese investment over the decade, Japan has been the destination for a declining

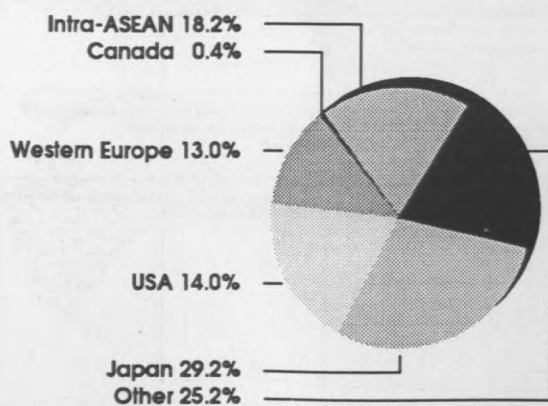
percentage of total ASEAN exports. In contrast with 1980, when Japan purchased almost 30 percent of ASEAN exports, 1990 saw Japan purchasing only 20 percent of exports. The major sources of imports for the region in 1990 were Japan, U.S.A., Taiwan, Germany and the United Kingdom.

CANADA-ASEAN RELATIONS

Relations between Canada and ASEAN are strong and multi-faceted.

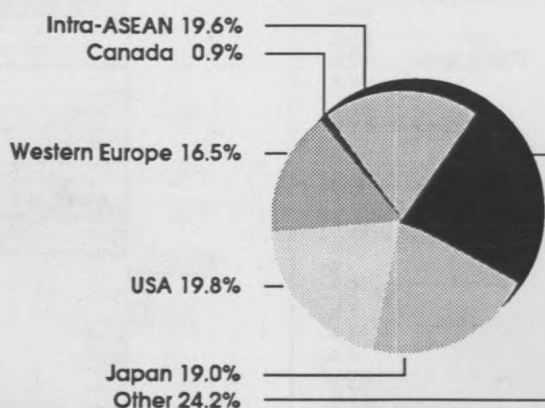
In recognition of ASEAN's positive contribution to the peace, stability and development of Southeast Asia and its ability to strengthen bilateral links between ASEAN member states, Canada sought to develop relations with the Association in the mid 1970's. Joining Australia, the European Community, Japan, New Zealand and the United States, Canada was recognized as a "dialogue" partner in 1977. (A dialogue partner is assigned on a rotating basis to an ASEAN member country as a formalized contact point.) Among other benefits, Canada's status as a dialogue partner creates the opportunity for it to participate fully in the annual ASEAN Foreign Ministers' Post Ministerial Conference (PMC), to discuss the evolving bilateral

Graph A
ASEAN WORLD EXPORTS 1980



(NOTE: TOTAL ASEAN EXPORTS 1980 = \$71,123 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Graph B
ASEAN WORLD EXPORTS 1990



(NOTE: TOTAL ASEAN EXPORTS 1990 = \$141,018 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

relationship with its individual ASEAN "dialogue" partner and to voice Canada's perspective on political and economic issues affecting the region.

In 1989, Canada established the Canada-ASEAN Centre in Singapore in part to facilitate ASEAN-wide development co-operation activities, but also more generally to extend Canada's profile in the region. The Centre's new quarterly publication *RAPPORT* highlights Canada's relationships with the countries of the ASEAN region. The Centre also promotes the understanding of our respective institutions, cultures and peoples through programs in public affairs, institutional co-operation, academic relations and business co-operation. The focus of Canada's development co-operation with ASEAN countries has shifted from a policy centred primarily on natural resource development and technology transfer, to one of increased industrial co-operation and human resource development.

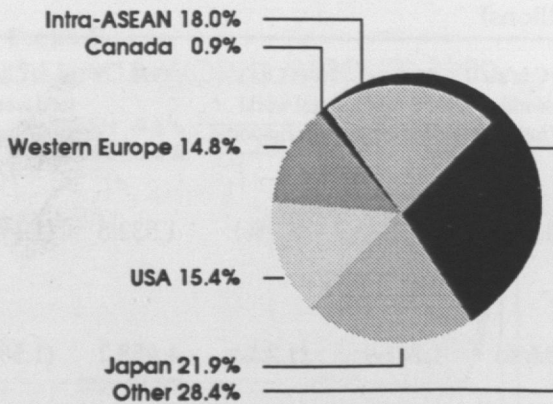
The Asia Pacific Foundation of Canada, whose mandate encompasses the entire Asia Pacific region, opened an office in Singapore in 1990, to improve service to Canadians in the nations of Southeast Asia and to strengthen Canada's involvement in the ASEAN region. The Foundation works towards

these objectives through various cultural, educational, business and media programs. Examples of recent Foundation activities in the ASEAN region are as follows: a) sponsoring an annual Media Fellowship Program whereby Canadian journalists spend two months in an Asian country, to study its culture, institutions, politics and development, and in 1991, sponsoring 5 ASEAN journalists on a 6 week media tour through Canada; b) sponsoring or co-sponsoring ASEAN participants at international conferences in Canada such as the Pacific Rim Opportunities Conference (PROC VII) in Calgary in 1991 and GLOBE '92 - an international conference on business and the environment held in Vancouver; and c) launching many academic initiatives (over 50 in 1990) in Canada at the secondary and post-secondary level.

CANADA-ASEAN ECONOMIC AND COMMERCIAL RELATIONS

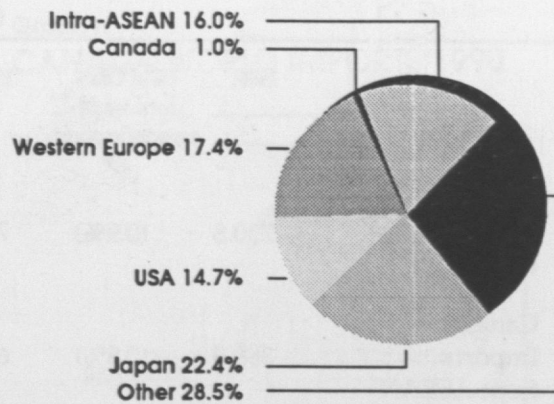
Canada's economic and commercial relationship with the ASEAN region is expanding. The dynamic growth and diversification of the economies of the ASEAN member countries offer excellent opportunities for Canadians.

Graph C
ASEAN WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL ASEAN IMPORTS 1980 = \$63,752 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Graph D
ASEAN WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL ASEAN IMPORTS 1990 = \$160,592 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Bilateral trade between Canada and the ASEAN region reached a high of CDN \$3.5 billion in 1991. The total dollar value of trade has more than doubled in the past 5 years, and has tripled over the past decade. Canadian exports to ASEAN markets in 1991, at CDN \$1.5 billion, did decline from 1990 levels by over CDN \$100 million, due to a single large sale which amplified the 1990 level. At the same time, Canadian imports from ASEAN increased by over CDN \$215 million leaving Canada with a \$425 million deficit in its ASEAN trade.

Within ASEAN, Singapore represents Canada's largest export market, followed closely by Thailand, Indonesia and Malaysia. These four markets account for about 85% of Canadian exports to the region. The Philippines receives approximately 13 percent of Canada's exports to the ASEAN region and Brunei is Canada's smallest export market in ASEAN receiving only 0.2 percent of Canada's exports to the region.

Over half of Canadian shipments to ASEAN markets in 1991 consisted of cereals, plastics, fertilizers, mining products and pulp, newsprint and paper. Diversification is taking place as Canadian suppliers of telecommunications, transportation, aerospace and energy products and services are making inroads.

Canada receives approximately 1.5 percent of its imports from the ASEAN region. In 1991, import levels were at CDN \$1.9 billion. Principal imports from the ASEAN region consisted of electrical machinery, boilers and mechanical appliances, articles of apparel, prepared fish and meat, and rubber.

Despite the growth in trade, ASEAN and Canadian exports account for only approximately 1 percent of each other's markets. There is tremendous potential for future growth in the ASEAN-Canada trading relationship. There is much complementarity between Canadian consulting skills and strength in manufacturing sectors such as telecommunications, transportation and energy, and ASEAN development and investment needs.

The ASEAN-Canada Economic Co-operation Agreement signed in 1981 provides a framework for close industrial, commercial and development co-operation. The ASEAN-Canada Joint Co-operation Committee (JCC), which arose from the 1981 Agreement, meets regularly to review progress in these mutual areas.

Canada has cooperated with ASEAN nations in the Uruguay Round of the Multilateral Trade Negotiations (MTN) in the search for international

TABLE II

CANADA-ASEAN TRADE

(\$ CDN millions)

	1980	(% of Cda's total world exports/imports)	1985	(% of Cda's total world exports/imports)	1990	(% of Cda's total world exports/imports)	1991	(% of Cda's total world exports/imports)
Canada Exports to ASEAN	730.8	(0.9%)	741.0	(0.6%)	1,633.6	(1.1%)	1,532.8	(1.1%)
Canada Imports from ASEAN	388.0	(0.5%)	696.2	(0.6%)	1,741.9	(1.2%)	1,958.2	(1.5%)
Total (2-Way)	1118.8		1437.2		3375.5		3491	
Balance	342.8		44.8		-108.3		-425.4	

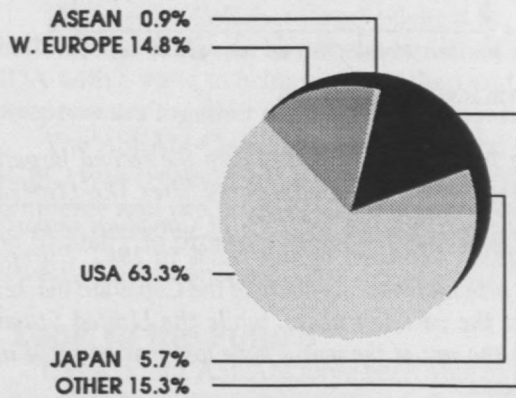
NOTE: "Balance" of trade refers to Canada's trade surplus (if positive) or trade deficit (if negative) with ASEAN
Source: STATISTICS CANADA

reform of the world trading system. Canada and four members of ASEAN (Indonesia, Malaysia, Philippines, and Thailand) also share membership of the Cairns Group which has led to the development of constructive proposals aimed at liberalizing agricultural trade.

As part of a larger framework for economic co-operation, Canada and the ASEAN countries are involved with the Asia Pacific Economic

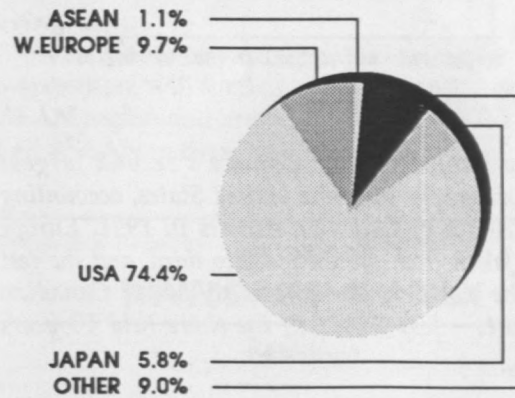
Co-operation (APEC) forum. Since 1989, the 15 APEC member countries from Northeast and Southeast Asia, Australia, New Zealand, the U.S.A. and Canada have met annually to discuss global and regional economic issues. APEC Ministerial meetings have also created an informal opportunity for foreign and trade ministers from the region to discuss political issues.

Graph E
CANADA WORLD EXPORTS 1980



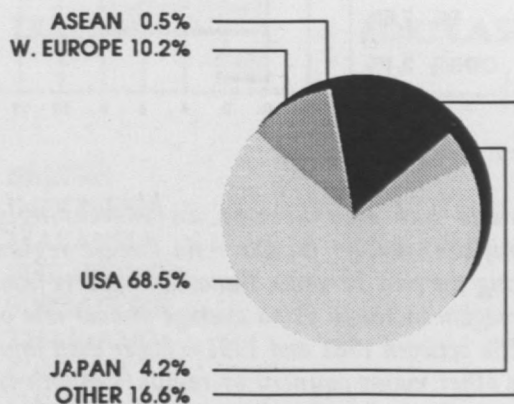
(NOTE: TOTAL CDN EXPORTS 1980 = \$67,730 US MILLION/\$79,190 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

Graph F
CANADA WORLD EXPORTS 1990



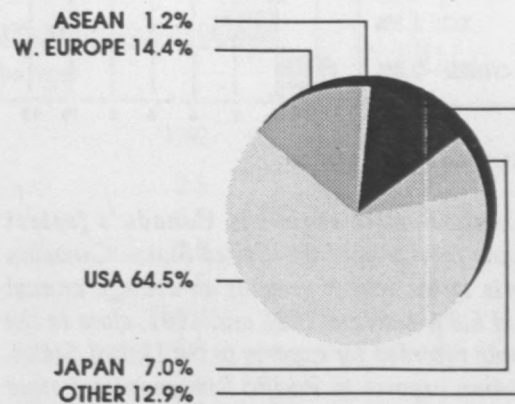
(NOTE: TOTAL CDN EXPORTS 1990 = \$131,278 US MILLION/\$141,720 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

Graph G
CANADA WORLD IMPORTS 1980



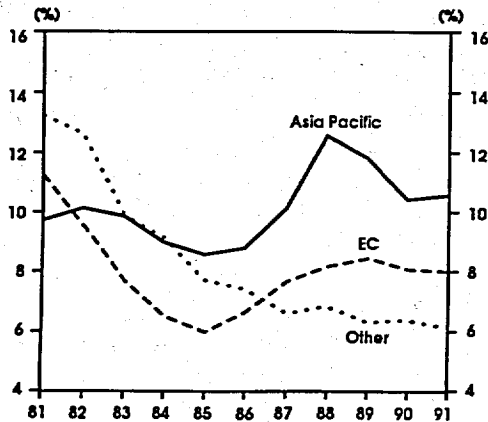
(NOTE: TOTAL CDN IMPORTS 1980 = \$62,834 US MILLION/\$73,465 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

Graph H
CANADA WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL CDN IMPORTS 1990 = \$122,673 US MILLION/\$136,245 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

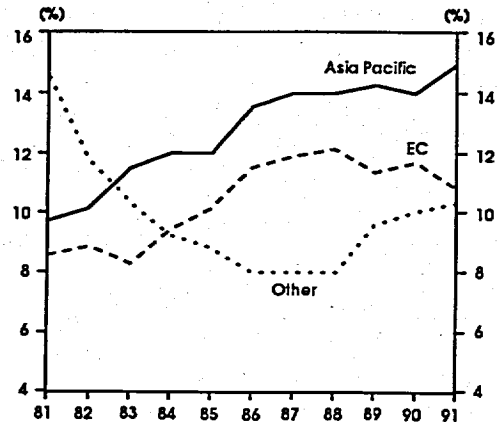
Graph I
MARKETS FOR CANADIAN EXPORTS
 Percent of Total



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

Asia Pacific is now Canada's second largest export market after the United States, accounting for 10.6% of Canadian exports in 1991. Europe has fallen from second place to third, and the rest of the world accounts for only 6% of Canadian exports – less than half the share held 10 years ago.

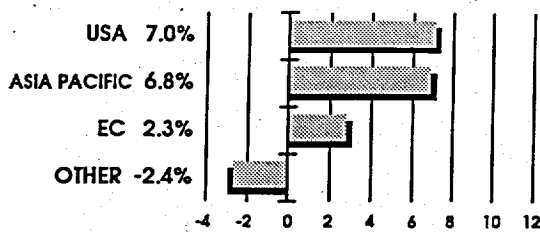
Graph J
MARKETS FOR CANADIAN IMPORTS
 Percent of Total



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

The Asia Pacific region is now the second largest source of Canadian imports after the United States, accounting for 15% of Canadian imports in 1991, compared to only 9.6% in 1981. Europe has also increased its share of the Canadian market over the past ten years, while the United States and the rest of the world have lost market share in Canada.

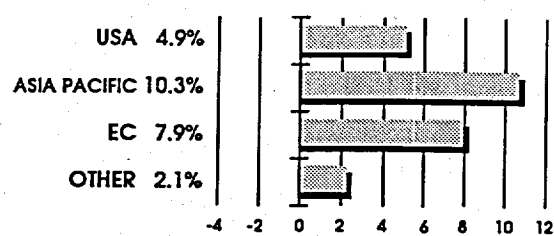
Graph K
CANADIAN MERCHANDISE EXPORTS
 Average Annual % Growth, 1981-1991



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

The Asia Pacific region is Canada's fastest growing market after the United States. Canadian exports to the region grew at an average annual rate of 6.8% between 1981 and 1991, close to the 7% rate recorded for exports to the United States. Canadian exports to Pacific Rim countries other than Japan grew at an average annual rate of 9.1% per year, nearly twice as fast as exports to Japan alone. Exports to Europe increased much more slowly, and Canadian exports to the rest of the world actually declined.

Graph L
CANADIAN MERCHANDISE IMPORTS
 Average Annual % Growth, 1981-1991



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

Canada has also become an increasingly significant market for the Asia Pacific region during the past 10 years. Canadian imports from the region increased at an average annual rate of 10.3% between 1981 and 1991 – faster than from any other major country or region. Growth in imports from Asia Pacific countries other than Japan has slightly exceeded growth in imports from Japan itself.

Canada's presence in ASEAN countries through joint ventures or other forms of investment is expanding. Total Canadian investment in ASEAN ranges between CDN \$2 billion and CDN \$3 billion. This investment, which represents about 3 percent of total Canadian direct investment overseas, is largely in resource development. Indonesia and Singapore have been the primary focus points of Canadian investment in the region. Examples of direct investment include INCO (International Nickel Company) and a number of Alberta-based oil and gas firms active in Indonesia, and mining interests in the Philippines. Alcan, Northern Telecom and Bata are also present.

"Enterprise Collaboration" projects in Thailand and Malaysia have been launched by CIDA with a view to bringing Canadian and local entrepreneurs together for joint ventures initiatives.

The ASEAN-Canada Business Council (ACBC) was created by the Canadian Chamber of Commerce and the ASEAN Chambers of Commerce and Industry to promote increased business ties between Canada and the countries of ASEAN.

A Look to the Future

Canada and ASEAN have been able to develop and maintain warm and friendly relations. Regular dialogue has been mutually beneficial in promoting closer understanding and in identifying new areas for co-operation in the region.

As the Canadian economy recovers from the recession of the early 1990's, and as the ASEAN economies continue to grow and develop, Canada

and ASEAN can look toward the next decade as one of renewed economic vigour and enormous opportunity.

Projections for 1992 and 1993, show continued economic development in ASEAN, though at a lesser rate than in 1990, and place Canada at the top of the G7 countries in terms of economic growth. (Refer to the Table III below)

Canada's position as the leader on the 1992 United Nations Human Development Index (HDI), which measures progress in terms of "quality of life" indicators (ie. per capita income, educational opportunities, and quality health care among others), also points to a healthy economic environment.

The moves towards greater economic co-operation, will further enhance confidence in the ASEAN region and attract investment to the benefit of all ASEAN nations, and Canada.

HUMAN DEVELOPMENT INDEX

Rankings

- | | |
|----------------|--------------------|
| 1. Canada | 6. United States |
| 2. Japan | 7. Australia |
| 3. Norway | 8. France |
| 4. Switzerland | 9. Netherlands |
| 5. Sweden | 10. United Kingdom |

Source: United Nations

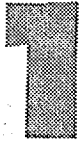
TABLE III

FORECAST OF ECONOMIC GROWTH

(Annual % Change)

	1992	1993
BRUNEI	2.8	2.5
INDONESIA	6.5	6.2
MALAYSIA	7.6	7.5
PHILIPPINES	3.5	3.0
SINGAPORE	6.8	6.5
THAILAND	7.5	7.3
CANADA	2.3	4.9
U.S.A.	1.5	3.5
JAPAN	2.2	3.9
WESTERN EUROPE	1.6	2.8

Source: International Monetary Fund



Introduction

Indonesia in the ASEAN Region

Indonesia, with 183 million people, has the world's fourth largest population. It spans 1/8th of the world's surface and is richly endowed with natural resources. It has substantial nickel, gold, copper, tin and coal deposits, is a major producer of oil and liquified natural gas (LNG), and possesses one of the world's largest tropical rainforests. Indonesia's ability to restructure its economy while lowering the absolute number of people living below the poverty line has helped it become a prominent country in ASEAN and a major economy in Asia.

Since the establishment of the New Order Government of President Suharto in 1965, Indonesia has relied upon a system of heavily-centralized government control. This policy was put into effect, after the deep internal divisions of the Sukarno era, with a view to maintaining stability within the country. Though this heavily centralized control has been conducive to economic growth and political stability, it has led to some suppression of human rights and has drawn world criticism.

Indonesia's military wields much power and influence in the civilian affairs of the country. As guaranteed by the constitution, the military's two key functions are to act as a major unifying force and as the main author of the country's strategic vision. The military is expected to continue to play a significant role in the country's future political development. The evolution of the Indonesian political system from a controlled, centrally-governed political system to one more accountable to the general population will require sensitivity from the country's political leaders.

As is the case for most countries in the region, Indonesia's key international partner is Japan, which provides the largest source of foreign investment and accounts for 34 percent of Indonesia's bilateral trade.

Canada and Indonesia

Canada's relationship with Indonesia dates from 1949 and has traditionally been characterized by development assistance, investment in the resource sectors and a modest level of trade. While neither country is a dominant player in the other's market, trade represents a strong base for the bilateral relationship. Indonesia's large domestic market and open economy can provide significant export opportunities to the Canadian private sector for goods and services.

Canada is strongly committed to a respect for human rights in Indonesia and continues to pursue the issue with Indonesian authorities bilaterally and through the United Nations Commission on Human Rights in Geneva.

International economic and trade fora such as Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC), the Multilateral Trade Negotiations, as well as the Association of South East Asian Nations (ASEAN) itself, also provide areas for effective co-operation. In 1992, Indonesia became Canada's dialogue partner within ASEAN.

Survey Overview

This survey reviews the nature and scope of trade and economic relations between Canada and Indonesia over the last decade. While this study is set in the context of Canada's economic relations

with the ASEAN region, it focuses on bilateral relations, agreements and initiatives between Canada and Indonesia, rather than the international and multilateral fora in which Canada and Indonesia are both active participants.

Section 2 describes the current macro-economic environment of Indonesia and highlights the successes and challenges raised by the country's efforts to modernize and liberalize its economy.

Section 3 provides an overview of Canada-Indonesia commercial relations against the background of Indonesia's global trade position and explains the evolution of trade between the two countries in terms of volume and composition. Canada's marketing efforts in Indonesia are

outlined with mention of some of the programs available to aid new export initiatives.

Section 4 describes Canada's development co-operation programs in Indonesia, including those of the International Development Research Centre (IDRC) and the Industrial Co-operation Program.

Section 5 identifies the agreements and arrangements which provide the basis for the continued expansion of economic and commercial ties between Canada and Indonesia. It also describes several initiatives currently underway in the sectors of co-operation highlighted in the development program for Indonesia, as well as provincial initiatives.

2

Recent Economic Developments in Indonesia

As a result of a stable political environment and an extensive program of structural economic reform, Indonesia has experienced solid economic growth in recent years. Since the early 1980's, real GDP growth has averaged 5.5 percent per annum, reaching 6.2 percent in 1991; and export values have increased significantly from U.S. \$21.9 billion, to values of U.S. \$25.7 billion in 1990 and \$28.9 billion in 1991. (The Economic Growth Table I in the Preface provides a comparative picture of Indonesia's economic growth performance over 3 years in relation to other countries.)

Threatened by severe external shocks from the global recession and weakening oil prices during the mid-1980's, Indonesia's economy was upheld by the Government's effective reform policies. These

policies included tax reform (1984-86), liberalization of banking laws (1983-88), an overhaul of customs and export procedures (1985-90), and incentives to encourage increased foreign investment and non-oil/gas exports (1990-91). The government also focused on deregulation, the privatization of public corporations and sound macro-economic management. These reforms, recognized by the World Bank and the IMF as an example of a successful development strategy, have led to a diversification of the economy away from a dependence on oil exports towards a more dynamic and balanced economy.

Agriculture still plays a very significant role in the Indonesian economy, accounting for nearly one quarter of the gross domestic product in 1989.

TABLE IV

ASEAN ECONOMIES AT A GLANCE

(IN \$US) 1991

	POP (M)	POP. GROWTH	GDP GROWTH	GNP PER CAPITA	EXPORTS (B)	FOREIGN DEBT(B)	INFLATION CPI	CURRENT ACCT(M)
BRUNEI	.3	2.8%	4.5%	\$18,000	\$2.2	0	2.3%	\$500
INDONESIA	183.0	1.8%	6.2%	\$605	\$28.9	\$67.9	9.2%	-\$2,400
MALAYSIA	18.2	2.3%	8.8%	\$2,465	\$34.7	\$19.5	4.4%	-\$1,672
PHILIPPINES	63.6	2.3%	0%	\$725	\$8.9	\$30.4	18.7%	-\$2,700
SINGAPORE	2.7	1.1%	6.7%	\$12,285	\$62.5	0	3.4%	\$2,350
THAILAND	57.3	1.4%	7.9%	\$1,605	\$28.4	\$25.9	6.0%	-\$7,953
ASEAN	325.1				\$165.6			
CANADA	26.9	.8%	-0.2%	\$21,750	\$127.8	\$149	4.4%	-\$18,718

NOTE:

M = Millions

B = Billions

CPI = Consumer Price Index

GDP = value of all goods and services produced in a country in one year

GNP per capita = GDP + or - surplus or deficit in trade / population

Current Account = surplus or deficit in trade

Source: Asia Week Magazine

IMF Direction of Trade

IMF International Financial Statistics Monthly

World Bank

Although largely self-sufficient in food products, Indonesia remains an important market for Canadian wheat exports.

Indonesia's manufacturing sector is perhaps the most dynamic, enjoying double digit growth rates and accounting for more than 18 per cent of the GDP in 1989. Indonesia has the comparative advantage of being a very low cost producer with a large domestic market while benefiting from a great deal of Asian investment.

The future growth of the Indonesian economy will depend to a large degree on the continuing success of the Five-Year Development Plan (Repelita V), covering the fiscal years 1989-90 through to 1993-94. The plan proposes a sustained level of economic growth as the basis for a more equitable distribution of income and for greater national stability. The priorities of this plan are to create widespread employment opportunities, develop human resources and to provide for basic needs and social services. More than half of the total budget has been allocated for the communications, education and agriculture sectors. In 1990, the national budget reached U.S. \$25 billion, with

approximately 20 percent coming from multilateral and bilateral assistance.

Indonesia has prudently and successfully managed its external debt burden. With a debt-service ratio of approximately 30 percent, the Government must continue to manage the balance of payments carefully throughout the 1990's. The economic growth rate is likely to slow down in the early 1990's as the government tightens the money supply to cool down an overheated economy and to lower an inflation rate which is approaching 10 percent.

3

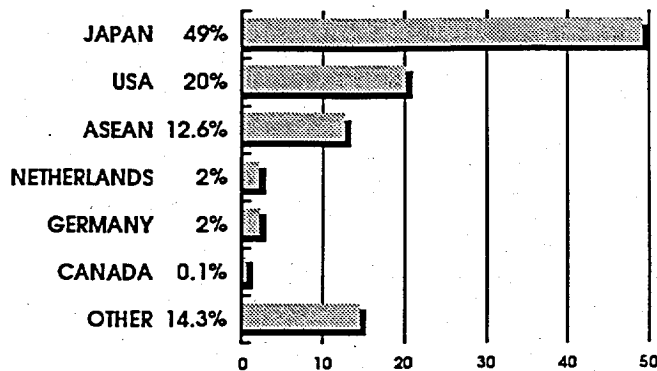
Canada-Indonesia Commercial Relations

3.1 Indonesia's Global Trade

Indonesia's global merchandise trade reached \$47.6 billion US in 1990, a 45 percent increase over trade levels of a decade earlier. While import and export levels have grown at a relatively equal pace, Indonesia's trade surplus, in 1990, amounted to approximately U.S. \$3.8 billion.

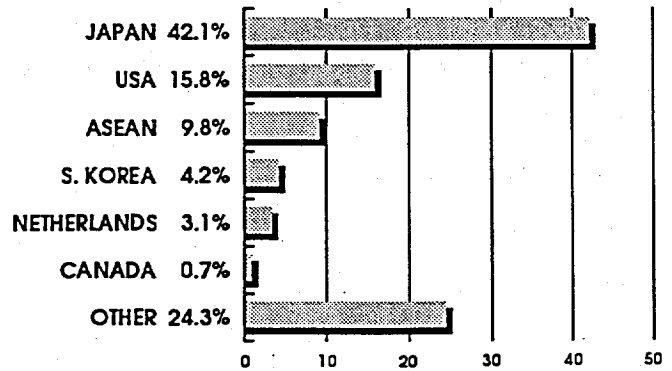
Two thirds of Indonesia's exports in 1990 were directed to Japan, the U.S. and Singapore. These three countries also accounted for more than 40 percent of Indonesia's imports. With export markets expanding in Asia, the prospects for increased benefits to Indonesia from trade and investment within the region are excellent.

Graph M
INDONESIA WORLD EXPORTS 1980



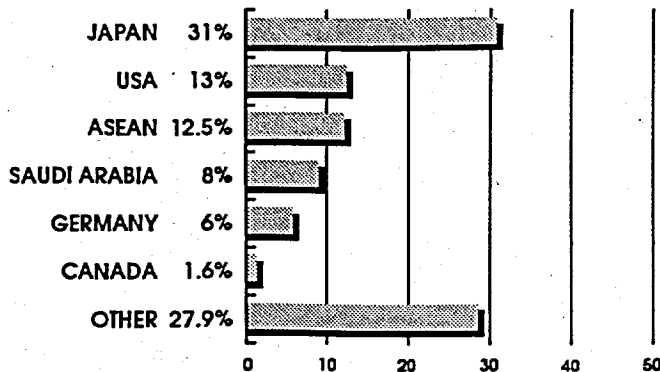
(NOTE: TOTAL INDONESIAN EXPORTS 1980 = US \$21,900 MILLION)

Graph N
INDONESIA WORLD EXPORTS 1990



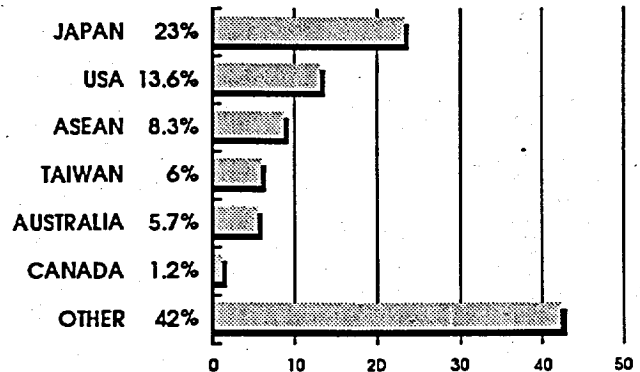
(NOTE: TOTAL INDONESIAN EXPORTS 1990 = US \$25,700 MILLION)

Graph O
INDONESIAN WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL INDONESIAN IMPORTS 1980 = US \$10,800 MILLION)

Graph P
INDONESIAN WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL INDONESIAN IMPORTS 1990 = US \$21,900 MILLION)

Indonesia's global exports, amounting to U.S. \$25.7 billion in 1990, were largely composed of primary commodities. Oil and gas constituted over 40 percent of the total; wood and wood related products accounted for approximately 13 percent, and textiles and garments represented 11 percent. The broadening of Indonesia's exports since 1985, when oil and gas accounted for almost 70 percent of the total, has made Indonesia less vulnerable to fluctuating world oil prices.

Indonesian imports in 1990 reached US \$21.9 billion. Sixty-eight percent of that total was made up of intermediate goods, including industrial raw materials, spare parts and fuels, while a further 27.8 percent was accounted for by capital goods such as machinery.

Principal exports 1990		Principal imports 1990	
Crude oil and products	28.8%	Industrial raw materials	41.2%
Natural Gas	14.3 %	Spare parts & accessories	15.4%
Wood and products	12.9%	Fuels and lubricants	8.4%
Textiles & garments	11.4%	Capital goods	27.8%
Rubber & products	3.5%	Consumer goods	4%
Shrimp	2.6%		

Source: The Economist Intelligence Unit

Foreign investment in Indonesia, which comes mainly from Japan, Hong Kong and Taiwan, has grown significantly in recent years. Actual 1990 foreign investment inflows amounted to approximately U.S. \$9 billion, a substantial increase from the mid-1980's when inflows amounted to about \$0.4 billion.

3.2 Canada-Indonesia Trade

Trade between Canada and Indonesia is carried out under the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT); Indonesia is a beneficiary of Canada's General Preferential Tariff (GPT). In 1990, almost half of the dutiable shipments from Indonesia were eligible for preferential access to the Canadian market under the GPT.

Traditionally, Canada has enjoyed a large trade surplus with Indonesia, although the margin has narrowed in recent years. In 1991, bilateral trade totalled CDN \$562.8 million, with a trade balance in Canada's favour of \$118.8 million. Although two-way trade has more than doubled since the early 1980's, neither country is a major player in the other's market. Canada's exports account for slightly more than 1 percent of Indonesia's annual import requirements, while less than 1 percent of Indonesia's exports are destined for Canada. Canadian development assistance supports only 3 percent of bilateral trade with Indonesia. (It should be noted that Canada-Indonesia trade figures do not

TABLE V

INDONESIA-CANADA TRADE

(\$ CDN millions)

	1980	% of total Indonesia exports/imports	1985	% of total Indonesia exports/imports	1990	% of total Indonesia exports/imports	1991	% of total Indonesia exports/imports
Exports to Canada	28.9	(0.11%)	81.8	(0.32%)	202.2	(0.67%)	222.0	(N/A)
Imports from Canada	212.9	(1.6%)	257.6	(1.8%)	307.8	(1.2%)	340.8	(N/A)
Total Trade (Indo-Canada)	241.8		339.4		510.0		562.8	
Balance	-184.0		-175.8		-105.6		-118.8	

NOTE: "Balance" of trade refers to ASEAN country's trade surplus (if positive number) or trade deficit (if negative number) with Canada.
Source: STATISTICS CANADA

reflect the significant volume of trans-shipment through Singapore, nor do they capture the service sectors. It is estimated that these factors would add over CDN \$100 million to the total trade figure.)

In contrast with Indonesia's exports of the early 1980's, which were exclusively primary products (ie. rubber, coffee, tea and spices), the main exports to Canada in the early 1990's were textiles and apparel. With shipments covered by the bilateral textile restraint arrangement signed with Canada in 1986 and extended to 1993, Indonesia is a major supplier of clothing and textiles to Canada. Other significant Indonesian exports to Canada include natural rubber, wood, mineral fuels and footwear.

In 1991, Canada's exports to Indonesia were officially recorded at CDN \$340.7 million, making

Indonesia Canada's third largest export market in ASEAN. Almost 70 percent of the exports to Indonesia consisted of cereals, plastics, pulp and paper and sulphur. The change in the composition of Canada's exports to Indonesia over the decade can be seen in Table VII on the following page.

Priority Sectors:

Priority areas for export promotion activities for 1992 were identified as follows:

1. Forestry Sector Equipment
2. Environmental Equipment and Services
3. Information Technology and Electronic Products
4. Power Equipment Products and Services
5. Oil & Gas Equipment and Services
6. Transport Systems and Services

TABLE VI MAJOR CANADIAN IMPORTS FROM INDONESIA
(\$ CDN millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Articles of apparel & clothing access	0.5	(1.7)	26.2	(32.0)	46.9	(23.2)	40.0	(18.0)
Rubber & articles thereof	19.3	(66.8)	24.8	(30.3)	26.2	(13.0)	30.0	(13.5)
Wood & articles of wood; wood charcoal	0.4	(1.4)	17.4	(21.2)	36.6	(18.1)	29.9	(13.5)
Footwear	—	—	—	—	7.6	(3.8)	20.6	(9.3)
Mineral fuels, oils & product of their distillation	—	—	—	—	—	—	10.8	(4.9)
Man-made filaments	—	—	—	—	5.8	(2.9)	9.3	(4.2)
Animal/veg fats & oils	3.1	(10.7)	—	—	6.3	(3.1)	8.9	(4.0)
Man-made staple fibres	—	—	—	—	7.8	(3.9)	8.4	(3.8)
Fish & crustacean, mollusc & other aquatic invertebrate	—	—	—	—	6.8	(3.4)	8.2	(3.7)
Glass and glassware	—	—	—	—	4.4	(2.1)	7.5	(3.4)
Coffee, tea, & spices	4.5	(15.5)	10.8	(13.2)	11.1	(5.5)	6.6	(2.9)
Cocoa & cocoa preparations	—	—	—	—	2.7	(1.3)	4.1	(1.9)
Toys, games & sports requisites; parts & access thereof	▲	—	▲	—	0.45	(0.2)	4.1	(1.9)
Furniture; bedding, mattress	0.1▲▲	(0.3)	0.2▲▲	(0.2)	2.0	(1.0)	2.9	(1.3)
Preparations of meat, fish or crustaceans, molluscs	—	—	—	—	2.4	(1.2)	2.8	(1.3)
Meat & edible meat offal.	—	—	—	—	2.8	(1.4)	2.7	(1.2)
SUBTOTAL of Above	27.9		79.4		176.1		196.8	
Total	28.9		81.8		202.2		222.1	

▲ Included with furniture totals
▲▲ Includes all miscellaneous manufactured articles

Source: STATISTICS CANADA

Canada is a significant investor in Indonesia with total direct investment in the order of CDN \$1.5 - \$2.0 billion. The International Nickel Company's (INCO) operation, along with Gulf Canada/Asamera Oil's presence and other interests in the oil and gas sector account for the bulk of Canadian investment. Also having a significant presence in Indonesia are Bata Shoes Ltd., which has been established in Indonesia for a number of years, and a number of Canadian consulting and engineering firms whose annual revenues have been

estimated between \$50 and \$60 million. A sample listing of Canadian companies and joint ventures with Indonesia are included in Appendix "A".

3.3 Export Marketing Efforts

Canadian government marketing priorities in Indonesia have traditionally focused on government projects and agencies. Due in part to the competitive circumstances of the Indonesian market related to concessional export financing, the government is

TABLE VII MAJOR CANADIAN EXPORTS TO INDONESIA
(\$ CDN millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Cereals	—		63.1	(24.5)	43.5	(14.2)	68.1	(20.0)
Plastics & articles thereof	9.1	(4.2)	20.3	(7.9)	61.7	(20.0)	64.5	(18.9)
Pulp of wood	21.9*	(10.2)	33.1*	(12.8)	23.3	(7.5)	46.6	(13.7)
Salt; sulphur; plastering material; lime & cement	—		46.8	(18.2)	38.4	(12.5)	36.6	(10.7)
Nuclear reactors, boilers, machinery & mech. appliance; parts	^^		^^		12.3	(4.0)	24.7	(7.3)
Organic chemicals	0.1	(-)	2.4	(0.9)	10.1	(3.3)	16.4	(4.8)
Zinc & articles thereof	2.0	(0.9)	6.2	(2.4)	12.5	(4.1)	13.6	(4.0)
Paper & paperboard	**		**		10.2	(3.3)	13.5	(3.9)
Fertilizers	—		23.0	(8.9)	23.3	(7.6)	10.5	(3.1)
Electrical mchy equip parts thereof; sound recorder etc.	4.8 [^]	(2.2)	23.7 [^]	(9.2)	5.5	(1.8)	7.3	(2.2)
Man-made filaments	—		—		6.9	(2.2)	5.5	(1.6)
Articles of iron or steel	†		†		6.1	(2.0)	5.4	(1.6)
Iron and steel	5.8 [†]	(2.7)	1.2 [†]	(0.4)	4.9	(1.6)	3.9	(1.2)
Residues & waste from food industry; animal fodder	—		—		5.9	(1.9)	3.7	(1.1)
Railway/tramway locomotives, rolling-stock & parts; etc.	—		—		25.5	(8.3)	3.6	(1.1)
Rubber & articles thereof	—		—		4.4	(1.4)	2.7	(0.8)
Man-made staple fibres	9.2	(4.3)	2.2	(0.8)	2.7	(0.9)	2.7	(0.8)
Subtotal of Above	52.9		222.0		297.2		329.3	
Total	215.1		257.6		307.8		340.8	

* Includes paper & paper products

** Included in pulp figures

[^] Includes all machinery, electrical, audio, visual, boilers, mechanical appliances ...

^{^^} Included in electrical mchy equip figures

[†] Includes articles of iron and steel

[‡] Included in iron and steel totals

Source: Statistics Canada

urging Canadian exporters to also look at opportunities opening up in Indonesia's private sector. Economic liberalization has spurred real growth in this sector. The resulting industrial expansion and diversification will provide new opportunities for foreign suppliers.

Indonesia remains one of the largest recipients of funds from the multilateral developments banks. Thus, Canadian trade priorities in this market continue to include the vigorous pursuit of procurement funded by these institutions.

Market studies of various sectors of the Indonesian economy are available from External Affairs and International Trade Canada:

Animal Feed	1988
Aquaculture	1990
Canadian Food Products	1988
Industrial Chemicals	1989
Oil and Gas	1988
Pulp and Paper	1989
Mining Projects	1989

Brief market profiles (1991) are also available on Agri-food, Iron and Steel, Chemicals and Plastics, Education and Training, Electrical Equipment, Health Care Products, Telecom and Consulting Services.

Recent visits and trade promotion activities with Indonesia have included the following: 12 Indonesian companies in the pulp and paper sector on a cross-Canada trade mission in October, 1991; the visit of the Indonesian Forestry Minister in September 1991; and in May 1992 a mission of 33 companies from Canada participated in a Pulp and Paper Technology Showcase. Canada also participated in the Asia Pacific Mining Conference in Jakarta in March 1990. Other recent trade missions have been in the rural telecom, remote sensing, aquaculture and air transportation sectors.

Canada's Program for Export Market Development (PEMD), provides repayable loans to individual companies to cover costs in developing export business and aids companies in efforts to reach markets in new geographic and product markets. Between April 1980 and March 1992, PEMD approved 478 applications for assistance in Indonesia, with total funding of \$3.4 million. Since its inception in 1971, PEMD programs have resulted in reported sales of over \$105 million in Indonesia.

The Export Development Corporation (EDC) is Canada's official export credit agency, providing export credit insurance, loans, loan guarantees, and

other financial services that promote Canadian trade and support Canada's exporting community. Within the ASEAN region, the EDC considers Indonesia a target market and is interested in expanding its business activity in connection with the rapidly increasing opportunities in Indonesia for Canadian exports.

Since 1979, the EDC has entered into 19 financial agreements totalling over CDN \$480 million, without experiencing any material payment difficulties. These agreements include 18 loans for capital goods ranging from aircraft to a nuclear electronics laboratory, and one multiple disbursement loan co-financed with the Canadian International Development Agency (CIDA) in support of a coal rail transportation project (Bukit Asam). The Bukit Asam project, established in 1981 and recently disbursed in full, has included 11 allocations totalling U.S. \$130.2 million, and includes transportation and telecommunications goods and services from various Canadian exporters.

The Indonesian public sector historically has enjoyed substantial benefits from a financing perspective. In certain cases where international bidding is to be pre-empted, Presidential Decree 8, introduced in 1984, requires foreign financing terms for long-term projects to reflect an interest rate of 3.5 percent, with a 7-year grace and an 18-year repayment schedule. A scarcity of concessional funds has limited EDC's ability to support export transactions where such Decree 8 financing is a prerequisite. However, in 1990 EDC successfully supported Canadian supply on OECD consensus terms for the Paiton Power Project and a trend towards more non-concessional consensus-based lending to the public sector is expected to continue. Significant opportunity exists to support exports to the private sector where EDC has targeted key borrowers.

The Canada-Indonesia Business Council is yet another vehicle for export marketing efforts in Indonesia. Its Indonesian counterpart, the Indonesia-Canada Business Council, is a subsection of the Indonesian Chamber of Commerce and Industry, and focuses on promoting Indonesian exports and investment inflows. These organizations of companies and individuals aim at fostering links between the private sectors with a view to increasing activities in the markets of both countries.

4

Development Assistance

Canada's Official Development Assistance in Indonesia began in 1954 as part of the Colombo Plan, through which Canada provided technical assistance and training. In 1972, Indonesia became a major recipient of the Canadian International Development Agency's (CIDA) programs. It has received funding for a wide variety of development projects, including water resources improvement, education and training programs, agriculture, regional development, and the environment. At present, the country program for Indonesia is the third largest within CIDA, and provides disbursements of approximately CDN \$45 million annually.

Canada recognizes that despite strong economic growth in Indonesia over the past decade, there is still a central role that Canadians can fill in assisting Indonesia to meet its development goals. The objectives of the Indonesia program are: to promote the application of Indonesian policies for environmentally sustainable development; to promote long-term working relationships between key Canadian and Indonesian business interests and other institutions, and Canadian linkages with regional networks; to increase the role of the Canadian and Indonesian private sectors in Indonesia's development; and, to support the Government of Indonesia's policy of decentralization to regional authorities and to broaden participation in economic development.

As an Associate Member of SEAMEO (Southeast Asia Ministers of Education Organization) since 1988, Canada has assisted in the development of Integrated Community-Based Human Resource Development projects in the region. With continued sponsorship from CIDA in 1990 of CDN \$8.3 million, Phase II of SEAMEO-Canada co-operation began. By promoting institutional linkages between SEAMEO Centres and Canadian universities and

colleges, and by providing technical assistance and training, it is expected that the institutional capacities of SEAMEO Centres will be strengthened and their strategic management capabilities enhanced during this second phase of co-operation.

4.1 Bilateral Program

The overall goals of the bilateral program are to strengthen the capacity of key Indonesian institutions so as to carry out sustainable development, and to facilitate the development of enduring linkages between Canadian and Indonesian organizations.

Within this framework the emphasis is on ensuring that the relationships fostered and initiatives undertaken as a result of Canadian development assistance are self-sustaining over time, and are based upon common Canadian and Indonesian interests.

Accordingly, the four major areas of concentration for CIDA's bilateral program are:

- i) the environment
- ii) human resource development and institutional strengthening,
- iii) participatory development and
- iv) private sector co-operation.

Environment

CIDA continues to have a significant impact on environmental policy, regulations and programs in Indonesia, particularly through a major project in which a Canadian university works closely with the Ministry of Population and Environment. In addition, there are projects underway in the areas of natural resources management and environmental assessment. Total funding in this area is CDN \$35.5 million.

Human Resources Development and Institutional Strengthening

With 13 projects and a total commitment of CDN \$171.9 million over an extended time period, the human resources development and institutional strengthening sector is the largest component of CIDA's bilateral program. Within this program area, over one third is allocated for water projects, specifically to assist Indonesian institutions responsible for water resource management. Other significant projects are in the areas of scientific capability, regional planning, personnel, and veterinary services.

Participatory Development

Within this programming area are a number of projects ranging from efforts to increase the capacity of Indonesian co-operatives to better serve their members, to rural community development, to linkages between Canadian and Indonesian non-governmental organizations.

Private Sector Co-operation

Currently still in the inception stage, CIDA's intention is to encourage co-operative efforts between Canadian and Indonesian companies and in turn, to promote development in Indonesia via a healthy private sector.

4.2 Industrial Co-operation Program

CIDA's Industrial Co-operation program (CIDA-INC) supports private sector initiatives in developing countries. Since 1984-85, it has contributed approximately \$9.9 million to Indonesia, a large portion of which supported Canadian companies investigating investment possibilities in Indonesia. Disbursements to Indonesia for 1991-92 were approximately \$2 million. Deregulation and privatization in Indonesia since 1985 have led to a receptive local environment for CIDA-INC clients in various economic sectors, including fish farming and telecommunications. Current initiatives include support for a Canadian Investment Adviser with Indonesia's Investment Coordination Board.

4.3 Special Programs and Multilateral Contributions

In 1990-91, \$3.82 million was made available to Indonesia through a range of programs supported by CIDA's Non-Governmental Organizations and Institutional Co-operation Programs. A total of 7 projects and 30 sub-projects were sponsored, primarily in the areas of education, health and agriculture.

TABLE VIII **DISBURSEMENT PROFILE:**
CANADA'S DEVELOPMENT ASSISTANCE PROGRAM
(\$ CDN millions)

CHANNELS	1985/86	1989/90	*1990/91
A. Government-to-Government	74.94	51.90	41.31
B. Canada Fund	-	0.47	0.50
C. Institutional Co-operation and Development Services Program	0.09	1.13	1.58
D. Non-Governmental Organizations Program (NGO Program)	0.68	4.50	0.67
E. International NGO Program	0.02	-	-
F. Industrial Co-operation Program	1.03	0.64	2.54
G. International Humanitarian Assistance Program	-	0.03	0.18
H. Food Aid	-	0.03	-
TOTAL	76.76	58.70	46.78

Source: CIDA
NOTE: 1990-91 figures are estimates only

In addition, CIDA annually commits funds to a number of multilateral organizations for operations in Indonesia, including the United Nations Development Program (UNDP), the United Nations Children's Fund (UNICEF), and the World Food Program. As a member of two regional development banks, the Asian Development Bank and the World Bank, Canada also contributes to loans made by these institutions to Indonesia for infrastructure and social development projects. In 1989-90, total disbursements to these organizations were \$12.97 million.

4.4 International Development Research Centre (IRDC)

The IDRC supports research and development activities in a number of developing countries, including Indonesia. The IDRC, which maintains a regional office in Singapore, provides technical and financial assistance for research activities identified and carried out by local scientists and universities. Projects fall primarily within the categories of agriculture, food and nutrition sciences, health sciences, and social sciences.

5

Framework for Co-operation

5.1 Agreements and Arrangements between Canada and Indonesia

The expansion of economic and commercial relations between Indonesia and Canada is supported through various agreements and arrangements.

An Exchange of Notes for the protection of Canadian investments in Indonesia was signed in March 1973 and amended in July 1984. The purpose of the Investment Insurance Agreement is to facilitate the EDC's provision of insurance covering losses due to inconvertibility, expropriation, nationalization or war and insurrection, through the Export Development Corporation. The investment insurance arrangement serves to make Indonesia potentially more attractive for investment by Canadian firms.

In conjunction with that agreement is the Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion, which came into force in December 1980. The Convention is designed to encourage trade and investment between Canada and Indonesia by eliminating double taxation of individuals and companies of one country that earn money or work in the other. Revisions to the Convention are under discussion.

Canada and Indonesia are also signatories to a regional agreement which came into force in June 1982, the Agreement between Canada and ASEAN on Economic Co-operation. This established a Joint Co-operation Committee to review progress in a range of commercial and development co-operation endeavours between Canada and the ASEAN countries.

Canada and Indonesia have also signed a Nuclear Co-operation Agreement which allows for the possibility of trade in nuclear materials, equipment and technology for the development of nuclear energy. It took effect in July 1982.

A Memorandum of Understanding was signed in 1986 regarding the export of certain clothing and textiles from Indonesia for import to Canada. The arrangement covered the period 1987-1991 and was extended to the end of 1992. It has provided for the implementation of an Export Authorization System by the Government of Indonesia and quantitative restrictions on clothing and textiles originating in and exported from Indonesia to Canada.

Finally, the two countries signed a Development Co-operation Agreement in 1990, which covers a wide range of development assistance areas including technical assistance and human resource development.

5.2 Other Areas of Co-operation

Telecommunications

External Affairs and International Trade Canada, Canada Communications and the Canadian private sector all help to fund the Telecommunications Executive Management Interchange Centre (TEMIC) located in Montreal. TEMIC provides training in telephone and communications systems for senior government and business officials from various developing countries. Six Indonesian officials from Perumtel and the Ministry of Posts and Tourism have so far participated in TEMIC courses.

Transportation

Canada and Indonesia are co-operating in various areas of transportation, from urban transport to aerospace.

Transport Canada, with the Government of Canada, the International Civil Aviation Organization, and Indonesian authorities, negotiated a Memorandum of Understanding (MOU) for the initiation of a Training Needs Analysis Mission in May 1992. The purpose of this

Mission is to deliver training over the next few years for Indonesian Airworthiness Inspectors and Engineers.

Other examples of co-operation between Canada and Indonesia in the area of transportation are as follows. With financing from the World Bank, Delcan International Corporation and the Ministry of Communications are working to improve bus system management and operations in Jakarta. Canadair, the aerospace group of Bombardier Inc., conducted a joint feasibility study with IPTN, the state-owned aircraft maker in Indonesia, to investigate co-production of the Canadair CL-215T amphibian water-bomber. In addition, Indonesian officials have attended sessions of the CIDA-supported International Aviation Management Training Institute (IAMTI), based in Montreal. IAMTI provides training to executive, senior and middle-level managers in all fields of civil aviation. In May 1990, IAMTI organized a three-day training seminar in Bali, which was well attended by Indonesian and regional specialists.

Defence

The Canadian Forces Attaché located in Kuala Lumpur has been accredited to Indonesia, among other ASEAN member states, to expand defence relations within ASEAN. The Attaché provides advice on military matters and liaises with most of the armed forces of the region. An important component of this arrangement is the identification of defence equipment acquisition programs which are of interest to Canada's defence industry.

Education

Over 800 Indonesians study at Canadian post-secondary educational institutions each year. A number of Indonesian cabinet ministers and senior government and business leaders have studied in Canada.

CIDA funds a number of projects which bring Indonesian students to Canada, or which have Canadian universities and colleges working in Indonesia to improve the capacity of institutions to deliver high-quality education programs.

Canadian institutions currently involved in Indonesia include: Dalhousie University; Simon Fraser University; McGill University; the University of Guelph; the University of Manitoba; and the Open Learning Agency.

Agriculture

Canada and Indonesia are both members of the Cairns Group, which is working on improvements in the international trade of agricultural products in the context of the GATT Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations. Canada is a major supplier of potash fertilizer both commercially and under its development co-operation program.

In 1992, Agriculture Canada, the Ontario Ministry of Agriculture and Food, and the Canadian Livestock Exporters' Association co-sponsored a Technical Dairy seminar in Thailand which was attended by representatives from Indonesia. Agriculture Canada also hosted Indonesian officials on a study tour of Canadian meat inspection systems in 1991.

The Department of Agriculture of Indonesia and Agriculture Canada have signed a Memorandum of Understanding on veterinary matters. CIDA is financing an Animal Disease Centre in Indonesia.

5.3 Provincial Co-operation

Provincial contacts with Indonesia have chiefly been made through trade missions, with Alberta and Quebec being the most active.

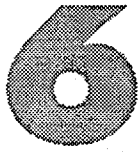
Alberta's links with Indonesia cover a number of private sector training projects including the establishment of a centre in Indonesia to train technicians in oil and gas technologies. The province also sends trade missions to Indonesia annually, focusing primarily on oil and gas, telecommunications and agriculture.

The Province of Quebec is also active in Indonesia, organizing two trade missions per year for the promotion of Quebec products and services and the identification of possible joint ventures.

British Columbia has been involved in Indonesia through the provision of a number of post-secondary education programs for Indonesians in technical fields.

Ontario has supported company attendance at some trade fairs in Indonesia.

Trade missions from the provinces of Nova Scotia and Saskatchewan have also visited Jakarta over the last four years.



Conclusion

Bilateral relations have matured as a result of Indonesia's recent significant economic progress and its growing political importance in the ASEAN region. Canada recognizes the potential for much wider trade and investment relations, as well as for more extensive educational linkages, which will further benefit both countries.

Over the course of the past decade, Canada's trade with Indonesia has more than doubled. Neither country, however, has a major share of the other's total trade and the potential remains high. Increasingly, Canada's trade is expanding beyond primary products to encompass manufactured items and the export of services, including engineering and training expertise.

Through increased trade and co-operation in a variety of sectors, the relationship between Canada and Indonesia will continue to grow and be mutually beneficial. By placing further emphasis on the sharing of Canadian expertise, Indonesia will be

better able to meet its development needs and will be able to strengthen its ability to compete in the global marketplace.

Some provinces, recognizing the potential of Indonesia's market, have been actively promoting companies in Indonesia through activities such as trade fairs and missions. Canada and Indonesia already benefit from co-operation agreements in agriculture and defence, as well as from participation in a range of multilateral organizations. There is ample scope for an even stronger partnership.

Indonesia has demonstrated its commitment to developing a more liberal, market responsive economy. Canada encourages the private sector to explore the opportunities offered by Indonesia's markets. Through its partnership in ASEAN and its strong bilateral relations, Canada can continue to provide assistance to Indonesia in its progress towards lasting prosperity.

Appendix A

CANADA-INDONESIA BUSINESS VENTURES

A SAMPLE LISTING OF COMPANIES OPERATING IN INDONESIA OWNED OR PARTLY OWNED BY CANADIAN INTERESTS

Asamera Oil	Wholly owned subsidiary of Gulf Canada Resources Ltd; crude oil and natural gas exploration, development and production operations.
PT Sepatu Bata (Bata Shoes Ltd.)	Manufacturing and marketing of footwear for Indonesian and global markets.
Bow Valley (Asia) Ltd.	Oil and natural gas exploration and production operations.
Columbia Chrome Industries Ltd.	Joint venture with P.T. Intraco Penta; manufacturing and repair of hydraulic cylinders and components.
PT Hatfindo Prima (Hatfield Consultants)	Environmental Aquaculture consulting service.
PT INCO Indonesia (International Nickel Company)	INCO Canada minority shareholder; mining and smelting of nickel and production of sulphite.
Infosat Telecommunications Ltd.	Engineering and manufacturing services for voice, video and data satellite communication networks.
Kilborn Engineering	Joint venture with PT Kilborn Pakar Rekayasa; engineering, project management and construction management services to mining and chemical processes.
H.A. Simons Ltd.	Provides planning, engineering and construction consulting services to pulp and paper, food and beverage, and other industries.

Appendix B

USEFUL ADDRESSES

IN INDONESIA:

**BAPEPAM Badan Pasar Model
(Capital Market Board)**
Jalan Medan Merdeka Selatan No. 14
Jakarta 10014
Tel: (62-21) 365-509

BKPM (Investment Co-ordination Board)
Jalan Gatot Subroto Kav 6
Jakarta
Tel: (62-21) 512-008

Canada-ASEAN Centre (Indonesia Branch)
JI . Duran Tiga VII No.8
Mampang Propatan
Jakarta 12670
Tel: (62-21) 799-3202
Fax: (62-21) 799-5294

Canadian Embassy
Wisma Metropolitan I, 5th Floor
Jalan Jenderal Sudirman Kav 29
Jakarta 12920
Tel: (62-21) 510-709
Fax: (62-21) 571-2251

**Departemen Luar Negeri-
Department of Foreign Affairs**
Jalan Taman Pejambon 6
Jakarta Pusat
Tel: (62-21) 371-508

**Departemen Perdagangan-
Department of Trade**
Jalan Moh. Ikhan Ridwan Rais 5
Jakarta Pusat
Tel: (62-21) 366-318

**Departemen Perindustrian-
Department of Industry**
Jalan Jenderal Gatot
Subroto Kav. 5253
Jakarta
Tel: (62-21) 515-509

**The Indonesian Chamber of
Commerce and Industry
(KADIN)**
Jalan Merdeka Timur 11
Jakarta Pusat
Tel: (62-21) 367-096

IN THE REGION:

**Asia Pacific Foundation of Canada
(South East Asia Office)**
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tel: (65) 225-7346
Fax: (65) 222-7439

Canada-ASEAN Centre
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tel: (65) 225-7346
Fax: (65) 222-7439

**International Development Research Centre
(IDRC)**
Regional Office
Tanglin PO. Box 101
Singapore 9124
Tel: (65) 235-1344

IN CANADA:

Asia Pacific Foundation of Canada
Suite 666, 999 Canada Place
Vancouver, British Columbia
V6C 3E1
Tel: (604) 684-5986
Fax: (604) 681-1370

ASEAN-Canada Business Council (ACBC)
of the Canadian Chamber of Commerce
55 Metcalfe Street
Ottawa, Ontario
K1N 6N4
Tel: (613) 238-4000
Fax: (613) 238-7643

Canadian International Development Agency
(CIDA)
Asia Branch (BSE)
Place du Centre, 12th Floor
200 Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G4
Tel: (819) 997-4752
Fax: (819) 994-0253

Canadian-Indonesian Business Council
P.O. Box 110
260 Adelaide St. E.
Toronto, Ontario
M5A 1N1
Tel: (416) 366-8490
Fax: (416) 947-1534

Export Development Corporation
Head Office
151 O'Connor Street
Ottawa, Ontario
K1A 1K3
Tel: (613) 598-2500
Fax: (613) 237-2690

External Affairs and International Trade Canada
Asia Pacific South Relations Division (PSR)
& Asia Pacific South Trade Development
Division (PST)
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
Tel: (613) 996-7350 (PSR),
(613) 995-7659 (PST)
Fax: (613) 996-4309

Embassy of Indonesia
287 MacLaren Street
Ottawa, Ontario
K2P 0I9
Tel: (613) 591-6613
Fax: (613) 563-2858